



Éthique et Conduite

2020



2020 © Fédération Internationale de l'Automobile

Sommaire

04	PRÉFACE
05	AVANT-PROPOS
07	NORMES DE CONDUITE POUR LES MEMBRES DES ORGANES ÉLECTIFS DE LA FIA
11	FIA ETHICS AND COMPLIANCE HOTLINE
19	CODE D'ÉTHIQUE
29	RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITE D'ÉTHIQUE
59	FORMULAIRE DE DÉCLARATION D'INTÉRÊTS
69	RECOMMANDATIONS POUR L'ORGANISATION D'ÉLECTIONS IMPARTIALES

Préface



La FIA est une organisation très diversifiée et multiculturelle, et nous, la communauté de la FIA, devons tous adopter les mêmes principes éthiques et respecter les mêmes normes de conduite.

Le cadre d'éthique et de conduite de la FIA présenté dans ce manuel permet de répondre à cette attente en nous guidant dans notre mode de fonctionnement.

Il se compose du Code d'Éthique de la FIA et d'autres documents et outils clés adoptés par le Comité d'Éthique de la FIA et le Responsable Conformité de la FIA.

J'invite toute la communauté de la FIA à défendre, appliquer et promouvoir les normes, les valeurs et les principes qui y sont énoncés.



Jean Todt
Président de la FIA

Avant-propos



Les valeurs, principes et règles énoncés dans le Code d’Ethique de la FIA sont essentiels pour la FIA.

Le présent recueil a pour but de fournir à toutes les parties prenantes de la FIA une compréhension claire de ces valeurs, principes et règles.

Le document clé de ce recueil est le Code d’Ethique de la FIA, qui définit nos engagements dans quatre domaines fondamentaux : dignité, intégrité, conduite à l’égard des gouvernements et des organisations privées et confidentialité.

Le Comité d’Ethique et le Responsable Conformité ont le devoir de veiller à l’application du Code d’Ethique de la FIA et des documents et outils connexes.

Cependant, la responsabilité ultime incombe à chacun d’entre nous : il est en effet de notre responsabilité commune de nous comporter de manière éthique et de veiller à ce que les autres en fassent de même.

Si vous êtes confronté à des situations non couvertes par le Code d’Ethique de la FIA ou si vous avez des questions sur les sujets traités dans ce/ces documents, je vous engage à vous adresser au Comité d’Ethique ou au Responsable Conformité.

J’encourage toutes les personnes concernées à montrer l’exemple et à promouvoir un comportement éthique au sein de leurs groupes et équipes.

A simple, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a few loops and a horizontal line.

François Bellanger
Président du Comité d’Ethique de la FIA






Normes de Conduite

**POUR LES MEMBRES DES
ORGANES ÉLECTIFS DE LA FIA**

NORMES DE CONDUITE POUR LES MEMBRES DES ORGANES ELECTIFS DE LA FIA



Nous souhaitons attirer votre attention sur l'importance des exigences en matière de conduite et de comportement que l'on attend de vous en tant que membre d'un organe électif de la FIA.

Les organes électifs de la FIA ont un rôle clé à jouer dans le processus décisionnel de notre fédération.

En tant que membre d'un organe électif de la FIA, que vous représentiez ou non une partie prenante de la FIA, votre expertise, vos compétences et votre passion sont au service de la mission de la FIA qui est de développer le sport automobile dans le monde et de promouvoir une mobilité sûre, durable et accessible pour tous.

Vous êtes tenu d'adopter une conduite conforme aux principes de bonne gouvernance énoncés dans les Statuts et le Règlement Intérieur de la FIA, ainsi que dans le Code d'Éthique de la FIA.

Vous trouverez ci-dessous les normes de conduite que vous devez appliquer et qui vous permettront d'exercer vos fonctions conformément aux attentes de la FIA:

FIA COMPLIANCE OFFICER

Le Responsable Conformité de la FIA se tient à votre disposition pour toute précision dont vous auriez besoin. Vous pouvez prendre contact avec lui à l'adresse **pbasarri@fia.com** ou au **+41 22 544 44 97**.

Nous vous remercions de votre engagement sur cette question fondamentale.



Vous êtes tenu d'agir en conformité avec les principes d'intégrité, de transparence, de diligence, d'honnêteté, de responsabilité et de protection de la réputation de la FIA.



Vous n'obtiendrez ou ne chercherez pas à obtenir un avantage financier direct ou indirect en votre qualité de membre d'un organe électif de la FIA.



Vous avez le droit et le devoir d'assister à toutes les réunions de l'organe électif de la FIA dont vous êtes membre.



Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix, vous êtes donc tenu de respecter les opinions des autres membres de l'organe électif de la FIA auquel vous appartenez.



Vous devez veiller à ce que vos questions d'ordre personnel restent en dehors du cadre des sessions et des décisions de l'organe électif de la FIA dont vous êtes membre.



Vous avez l'obligation de faire de votre mieux pour éviter les conflits d'intérêts et, si vous êtes tenu de le faire, de remplir votre formulaire de déclaration d'intérêt de manière diligente et transparente.



Chaque fois que vous vous rendez compte que vous vous trouvez dans une situation de conflit d'intérêts existant ou potentiel en votre qualité de membre d'un organe électif de la FIA, vous êtes tenu de le déclarer ouvertement et de vous abstenir d'exercer vos fonctions à la FIA.



Vous êtes tenu de vous concerter avec le Secrétaire Général dont vous relevez ou le Chief Administrative Officer avant de prendre toute initiative pour représenter la FIA, ou utiliser le nom de la FIA devant des tiers, les autorités publiques ou les médias.



Vous avez un devoir de confidentialité : toutes les informations partagées dans le cadre de votre organe électif doivent rester confidentielles et ne peuvent être divulguées aux membres de votre famille, à vos partenaires commerciaux, à vos collègues ou aux médias à moins que vous n'y soyez expressément autorisé.





FIA Ethics and Compliance Hotline


Afin de préserver l'intégrité et la réputation du sport automobile et de la mobilité automobile dans le monde, en 2020 la FIA a mis en place la FIA Ethics and Compliance Hotline.

Cette hotline reflète notre approche de tolérance zéro à l'égard des comportements répréhensibles. Elle est à la disposition de toute personne souhaitant faire part de suspicions légitimes, fondées et documentées de comportements répréhensibles :

1. Violations présumées des principes éthiques de la FIA ;
2. Problèmes présumés liés à l'intégrité du sport et/ou à la manipulation des compétitions ;
3. Violations présumées du Règlement antidopage de la FIA.

Notre plateforme Ethics and Compliance Hotline est disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

- Si vous désirez en savoir davantage, découvrez comment utiliser la FIA Ethics and Compliance Hotline sur www.fia.com
- Si vous souhaitez effectuer un signalement ou simplement poser une question, veuillez accéder à la FIA Ethics and Compliance Hotline disponible sur <http://www.fia-ethicsline.com/>.

 FEDERATION INTERNATIONALE DE L'AUTOMOBILE

? FAQ Inbox Français ▾


Bienvenue à la FIA Ethics and Compliance Hotline


Vous pouvez utiliser cette plateforme pour effectuer vos signalements.

- Violations présumées ou réelles des principes éthiques contenus dans les règlements de la FIA (par exemple, discrimination, harcèlement, pots-de-vin, corruption, conflit d'intérêts, fraude, blanchiment d'argent)
- Problèmes liés à l'intégrité du sport ou à la manipulation des compétitions de la FIA (par exemple, mesures prises pour modifier le résultat d'une compétition de la FIA)
- Violations présumées ou réelles du Règlement antidopage de la FIA (par exemple, utilisation, ou tentative d'utilisation, ou trafic d'une substance interdite)

Pour plus d'informations et de détails, veuillez vous référer à la section FAQ ci-dessous.

Si vous avez déjà effectué un signalement, vous pouvez suivre son statut ici : [INBOX](#)

 Soumettre une alerte

 Poser une question

FOIRE AUX QUESTIONS

1. QU'EST-CE QUE C'EST LA FIA ETHICS AND COMPLIANCE HOTLINE ?

La FIA Ethics and Compliance Hotline («Hotline») est un portail en ligne accessible à toute personne souhaitant signaler de manière confidentielle et en toute bonne foi des suspicions de faute.

2. QUE PEUT-ON SIGNALER VIA LA HOTLINE ?

La Hotline vous permet de signaler des suspicions de faute liées exclusivement aux catégories suivantes :

- Violation des principes d'éthique de la FIA,
- Préoccupations concernant l'intégrité du sport et la manipulation des compétitions,
- Violation du Règlement antidopage de la FIA.

3. JE NE SUIS PAS SÛR QUE CE QUE J'AI OBSERVÉ OU ENTENDU CONSTITUE UNE FAUTE RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DE LA HOTLINE. QUE DOIS-JE FAIRE ?

Si vous avez des doutes, vous pouvez contacter la FIA via la section "POSEZ VOTRE QUESTION" de la Hotline. Ceci vous permettra de poser toutes vos questions de manière anonyme et de recevoir les réponses et les indications appropriées sur les mesures à prendre.

4. QUI PEUT EFFECTUER UN SIGNALEMENT ?

Quiconque ayant connaissance d'une faute entrant dans le champ d'application de la Hotline et souhaitant signaler une suspicion a la possibilité – sans que cela soit une obligation (le non-recours à la Hotline n'aura donc aucune conséquence) – de le faire via la Hotline. Toute personne soumettant un signalement via la Hotline est considérée comme un «Auteur de signalement». Toute entité ou personne ayant prétendument commis une faute est définie comme une «Personne identifiée».

5. QUI RECEVRA MON SIGNALEMENT ?

Les membres du personnel de la FIA concernés, selon la catégorie que vous avez choisie, recevront votre signalement («Destinataire(s) du signalement»). Les Destinataire(s) du signalement possèdent l'expertise nécessaire pour traiter les questions que vous avez décidé de soulever. Ils procéderont à une évaluation et à une enquête sur votre signalement de manière strictement confidentielle et sécurisée.

6. COMMENT LES DESTINATAIRE(S) DU SIGNALEMENT ENQUÊTERONT-ILS SUR MON SIGNALEMENT ?

Les Destinataires du signalement traiteront votre dossier en plusieurs étapes : Evaluation initiale, Enquête et Conclusion.

Évaluation initiale

Une fois votre signalement déposé, le Destinataire du signalement évaluera si la suspicion de faute entre dans le champ d'application de cette procédure et si l'allégation repose sur des faits suffisamment précis pour poursuivre l'enquête. Si la suspicion ne relève pas des catégories susmentionnées ou si elle ne peut être étayée par des faits, ou si les faits signalés sont incohérents ou insignifiants, ou encore si cette suspicion se révèle manifestement inexacte, le Destinataire du signalement devrait alors clore le dossier, à moins que de nouvelles informations ne justifient un réexamen, et informer les organes compétents de la FIA comme il se doit. Dans ce cas, vous en serez informé par le Destinataire du signalement et toutes les données susceptibles de révéler l'identité de la Personne identifiée seront supprimées.

Enquête

A ce stade, le Destinataire du signalement devrait vous informer qu'une enquête est en cours. Le Destinataire du signalement vous tiendra informé de l'avancement de l'enquête et de son échéancier probable, à moins que des raisons de confidentialité ne l'en empêchent. La Personne identifiée aura l'opportunité de répondre aux allégations. Votre identité ainsi que celles des témoins resteront confidentielles (veuillez trouver de plus amples informations ci-après).

Conclusion

Conséquences possibles

PAS DE RÉSULTATS : si l'enquête ne permet pas de conclure à une faute, le Destinataire du signalement proposera de clore le dossier ;

RÉSULTATS : si l'enquête révèle une faute, le Destinataire du signalement transmettra les conclusions ainsi que les éléments de preuve, et notamment les éventuelles mesures correctives proposées, à l'organe de la FIA compétent, lequel prendra une décision.

Dans les deux cas, le Destinataire du signalement vous informera de l'issue de l'enquête.

7. PUIS-JE SUIVRE, METTRE À JOUR ET MODIFIER MON SIGNALEMENT ?

Oui. Vous pouvez accéder à votre signalement via la section INBOX de la Hotline. Il vous suffit d'entrer votre «numéro d'incident personnel» et le mot de passe que vous avez choisi. Vous verrez le statut du signalement ainsi que les messages de la FIA qui y sont associés. Vous pourrez également mettre à jour votre signalement en cliquant sur la page "Vérifiez vos informations". Vous pourrez ainsi consulter le résumé de votre signalement et modifier, si nécessaire, les données en retournant à la page correspondante de la plateforme.

8. QU'EST-CE QU'UN SIGNALEMENT SOUMIS DE BONNE FOI ? QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES D'UN SIGNALEMENT PRÉSENTÉ DE «MAUVAISE FOI» ?

Présenter un signalement de bonne foi signifie que l'Auteur du signalement a des raisons valables de croire que les informations communiquées sont exactes, précises et dûment étayées par des éléments de preuve tangibles, et que cette personne est mue par le sens de la justice et de l'équité. Présenter un signalement de mauvaise foi signifie que l'Auteur du signalement, ou toute autre personne participant au processus de signalement, fait une déclaration erronée ou trompeuse de manière délibérée, imprudente ou négligente, dans le but de nuire à la Personne identifiée ou à quiconque faisant partie de la communauté FIA (on parle également de «signalement malveillant»). S'il est établi que le signalement est présenté de mauvaise foi, son auteur pourra faire l'objet de mesures disciplinaires, poursuites civiles et/ou accusations pénales, selon le cas. Il convient de noter que la FIA est consciente du caractère très sensible du processus de signalement via la Hotline et du fait que la diffamation sous toutes ses formes est un comportement criminel inacceptable. Nous vous déconseillons fortement d'effectuer un signalement de mauvaise foi. Seuls les signalements présentés de bonne foi seront évalués.

9. JE VEUX EFFECTUER UN SIGNALEMENT MAIS J'AI PEUR DES CONSÉQUENCES POSSIBLES SUR MA CARRIÈRE, MA PERSONNE OU MA FAMILLE. EST-CE QUE JE SERAI PROTÉGÉ SI JE FAIS UN SIGNALEMENT ?

Toutes les suspicions de faute resteront strictement confidentielles. De plus, la FIA ne tolérera aucune forme de représailles à l'encontre de l'Auteur du signalement et fera tout ce qui est en son pouvoir pour le protéger.

10. COMMENT LA FIA GARANTIRA-T-ELLE LA CONFIDENTIALITÉ DE MON SIGNALEMENT ?

Votre identité et le contenu de votre signalement seront gardés totalement confidentiels par la FIA, sauf si vous souhaitez spécifiquement les divulguer, ou si une telle divulgation est requise par la loi ou le Règlement Intérieur de la FIA. La confidentialité ne sera pas garantie si les éléments de preuve donnent à penser que vous êtes impliqué dans l'acte répréhensible et que vous ne le précisez pas dans le signalement. Les Destinataires du signalement et, en dernier ressort, le Responsable Conformité seront chargés de veiller au respect de l'obligation susmentionnée.

11. COMMENT LA SÉCURITÉ DE MON SIGNALEMENT PEUT-ELLE ÊTRE ASSURÉE ?

Les normes de sécurité les plus élevées sont appliquées à la Hotline s'agissant de l'accès aux données, des critères de cryptage et des droits d'administration. Les données fournies relatives à votre signalement seront enregistrées, stockées et traitées en Suisse. Toutefois, la technologie et les mesures de sécurité ne sont pas suffisantes sans votre participation.

Quelques astuces et conseils :

- Si vous avez effectué un signalement via la Hotline, vous devez absolument préserver la confidentialité de ces informations
- Effectuez votre signalement depuis vos appareils personnels (n'utilisez pas d'appareils professionnels connectés à des réseaux d'entreprise)
- N'oubliez pas de supprimer les métadonnées de vos documents
- La FIA peut décider d'interrompre le traitement de votre signalement et/ou de se dégager de ses obligations de confidentialité si vous ne vous conformez pas à ce qui précède.

12. PUIS-JE SOUMETTRE UN SIGNALEMENT ANONYME ?

Oui, le signalement anonyme est possible, mais fortement déconseillé. La décision d'ouvrir une enquête fondée sur un signalement anonyme sera prise au cas par cas. Une enquête ne sera ouverte que si la gravité des faits est établie et les éléments factuels suffisamment détaillés. Si vous choisissez de soumettre votre signalement (de manière non anonyme) en nous indiquant votre nom et vos coordonnées, nous veillerons à préserver la stricte confidentialité de ces informations ou de toute autre information concernant la Personne identifiée. Veuillez garder à l'esprit que les normes de confidentialité seront toujours respectées, indépendamment de votre décision de révéler ou non votre identité.

13. J'AI FAIT UN SIGNALEMENT ANONYME : PUIS-JE RESTER EN CONTACT AVEC LA FIA TOUT EN GARDANT MON STATUT CONFIDENTIEL ?

Oui. Lorsque vous aurez effectué votre signalement anonyme, vous recevrez un numéro d'incident personnel et vous serez invité à créer votre mot de passe. Cette opération vous permettra de vous connecter à la section INBOX de la Hotline et de suivre ou de mettre à jour votre signalement. La FIA ne sera pas informée de votre identité.

14. PUIS-JE RÉVÉLER MON IDENTITÉ APRÈS AVOIR FAIT UN SIGNALEMENT ANONYME ?

Oui, vous le pouvez à tout moment. Ceci permettra également au Destinataire du signalement d'établir un contact personnel avec vous. Ceci facilite le processus d'investigation et augmente les chances de conclure l'enquête. Pour ce faire, vous pouvez nous envoyer un message contenant vos coordonnées personnelles via la section INBOX de la Hotline.

15. LA FIA PARTAGERA-T-ELLE MES INFORMATIONS AVEC DES TIERS ?

Veuillez-vous reporter à la question 8.

16. POURQUOI AI-JE BESOIN DE LA FONCTION INBOX ?

A l'issue du processus de signalement, vous recevrez automatiquement un numéro d'incident et serez invité à créer votre mot de passe. A l'aide de ces identifiants de connexion, vous pourrez vous connecter à votre INBOX personnelle à tout moment en cliquant sur «INBOX». La INBOX vous permet de nouer un dialogue direct avec le Destinataire du signalement de la FIA tout en préservant votre anonymat. La possibilité de nouer un dialogue est très importante, de plus amples informations pouvant se révéler nécessaires pour résoudre pleinement l'incident.

17. QUAND VAIS-JE RECEVOIR UNE RÉPONSE À MON SIGNALEMENT ?

La FIA donnera une première réponse dans un délai de 7 jours ouvrables.

18. COMBIEN DE TEMPS LA FIA CONSERVERA-T-ELLE MON SIGNALEMENT ?

La FIA conservera vos informations aussi longtemps que l'enquête l'exigera, si une telle enquête est ouverte. En général, une enquête ne devrait pas durer plus de deux mois. Si aucune enquête n'est ouverte et/ou si le dossier est clos, ces informations seront supprimées sans délai.

19. QUI EST L'ULTIME RESPONSABLE DE LA FIA ETHICS AND COMPLIANCE HOTLINE ?

Le Responsable Conformité de la FIA assume la responsabilité ultime de la Hotline.

20. QUE SE PASSE-T-IL SI LA LOI APPLICABLE EMPÊCHE L'ÉVALUATION ET L'EXAMEN DE MON SIGNALEMENT ?

Toutes les suspicions de faute devraient être traitées, depuis leur réception jusqu'à leur résolution, en toute confidentialité et conformément à la loi applicable. En cas de conflit entre la Hotline et la loi applicable, cette dernière prévaut.

21. UNE SIMPLE DESCRIPTION DE L'INCIDENT SUFFIRAIT-ELLE POUR MENER L'ENQUÊTE SUITE À MON SIGNALEMENT ?

Non. La FIA vous demande de fournir toutes les informations utiles dont vous disposez (documents, vidéos, photos, témoignages) et qui peuvent servir à étayer les faits que vous avez révélés via la Hotline. Une simple description de la faute présumée n'aidera pas le Destinataire du signalement à enquêter sur votre signalement.





ARTICLE 1

Dignité

ARTICLE 2

Intégrité

ARTICLE 3

Conduite à l'égard des gouvernements et
des organisations privées

ARTICLE 4

Confidentialité

ARTICLE 5

Mise en œuvre

ARTICLE 6

Modifications du Code d'éthique

ARTICLE 7

Interprétation du Code d'Éthique

Code d'Éthique

Adopté par l'Assemblée Générale du 8 décembre 2017

Au sens du présent Code d'Éthique, le masculin générique utilisé par souci de concision s'applique au sexe féminin.

PRÉAMBULE

Une responsabilité particulière incombe à la FIA, celle de préserver l'intégrité et la réputation du sport automobile, de la mobilité automobile et du tourisme et des personnes telles que définies au troisième paragraphe ci-dessous dans le monde entier.

La FIA n'a donc de cesse de protéger sa propre image et, à travers elle, celle du sport automobile et de la mobilité automobile et du tourisme, de toute menace ou préjudice auquel pourraient l'exposer des méthodes et pratiques immorales ou contraires à l'éthique.

La FIA et chacun de ses Membres, l'Administration de la FIA (employés), les officiels et délégués désignés par la FIA dans ses Championnats, les consultants de la FIA et toute personne ou organisation appartenant à quelque titre officiel que ce soit à la FIA ou à l'un de ses Membres (les "Parties de la FIA") ainsi que les promoteurs, partenaires, fournisseurs et autres parties contractantes de la FIA (les "Tierces Parties de la FIA") sont soumis au Code d'Éthique de la FIA.

Les Parties et Tierces Parties de la FIA réaffirment leur attachement aux Statuts et Règlements de la FIA et s'engagent à respecter et à faire respecter les règles suivantes :

ARTICLE 1 – Dignité

- 1.1** La sauvegarde de la dignité de l'individu est une exigence fondamentale de la FIA.
- 1.2** Aucune discrimination ne sera exercée entre les participants aux activités de la FIA en raison de leur race, de leur couleur de peau, de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur appartenance ethnique ou sociale, de leur langue, de leur religion, de leur opinion philosophique ou politique, de leur statut familial ou d'un handicap.
- 1.3** Aucune pratique attentatoire à l'intégrité physique ou intellectuelle des participants aux activités de la FIA ne sera tolérée. Conformément à la réglementation antidopage de la FIA, tout procédé de dopage est strictement interdit dans le cadre des compétitions organisées par les Parties et Tierces Parties de la FIA.
- 1.4** Tout harcèlement, qu'il soit physique, moral, professionnel ou sexuel, à l'encontre des participants aux activités de la FIA est interdit.

ARTICLE 2 – Intégrité

2.1 Corruption et pot-de-vin

2.1.1 Les Parties et Tierces Parties de la FIA ne doivent, directement ou indirectement, solliciter, accepter ou proposer aucun pot-de-vin, aucune rémunération, aucune commission, aucun avantage ni service occultes, sous quelque forme que ce soit, en relation avec l'organisation des activités de la FIA et/ou des Compétitions Internationales inscrites au Calendrier Sportif International de la FIA ou tout processus électoral de la FIA.

2.1.2 Par corruption on entend toute forme d'abus de pouvoir afin d'obtenir toute forme d'avantage. Les actes de corruption visent d'ordinaire à influencer un individu dans l'exécution de son travail afin qu'il agisse de façon malhonnête et/ou inappropriée.

2.1.3 Par pot-de-vin on entend une gratification, une récompense ou toute forme d'avantage offerte, promise, donnée ou autorisée, directement ou indirectement :

- en vue d'influencer indûment un individu, ou
- de récompenser un individu pour l'exécution de toute fonction ou activité,

afin de préserver ou d'obtenir tout avantage commercial, contractuel, réglementaire ou personnel.

2.1.4 Un pot-de-vin peut prendre de nombreuses formes, par exemple :

- la promesse ou l'offre, directe ou indirecte, d'un bien de valeur,
- l'offre ou la réception d'une ristourne, honoraire, récompense ou autre forme d'avantage,
- l'octroi d'une aide ou de donations,
- ou l'utilisation d'un droit de vote,

destinés à exercer une influence indue.

2.1.5 Les Parties et Tierces Parties de la FIA ne peuvent accepter de cadeaux ou se voir accorder l'hospitalité que dans les limites prévues aux articles suivants. En cas de doute concernant la nature ou la valeur du cadeau, le Comité d'Éthique devra être consulté avant que le cadeau ne soit accepté.

2.1.6 Seuls pourront être offerts ou acceptés, en témoignage de considération ou d'amitié, par les Parties et Tierces Parties de la FIA, des cadeaux conformes aux usages locaux et en adéquation avec la fonction exercée par le bénéficiaire. Tout autre cadeau devra être remis par le bénéficiaire à l'organisation dont il est membre qui l'enregistrera.

2.1.7 La remise ou la réception de cadeaux par une Partie de la FIA dans le cadre de l'exercice de ses fonctions pour la FIA n'est pas interdite si toutes les conditions ci-après sont remplies:

- a) le cadeau est conforme aux lois du pays du bénéficiaire ou du donateur ou à toutes autres lois locales et réglementations applicables ;
- b) le cadeau n'est pas remis dans l'intention d'influencer une Partie ou une Tierce Partie de la FIA en vue d'obtenir ou de conserver un marché ou un avantage commercial, ou de récompenser l'obtention ou la conservation d'un marché ou d'un avantage commercial ou en échange explicite ou implicite de faveurs ou avantages ;
- c) le cadeau est donné au nom de la FIA, pas au nom du donateur;
- d) le cadeau est donné ouvertement et non de manière secrète ;
- e) le cadeau ne peut être considéré comme excessif en vertu des normes et coutumes locales et n'est fourni que par courtoisie ou comme témoignage d'estime, lors d'une cérémonie ou de toute autre occasion particulière (par ex. Noël) ; et
- f) le cadeau n'inclut pas d'espèces ou équivalents (tels que chèques-cadeaux, chèques ou bons).

La valeur d'un cadeau ne doit pas excéder, en tout état de cause, un montant considéré comme raisonnable.

2.1.8 La FIA reconnaît que la pratique consistant à donner des cadeaux d'affaires varie selon les pays et régions et que ce qui peut être normal et acceptable dans une région peut ne pas l'être dans une autre. Le critère à appliquer est qu'en toutes circonstances, le cadeau doit être raisonnable et justifiable. L'intention qui le sous-tend doit toujours être prise en considération.

2.1.9 L'hospitalité accordée aux Parties et Tierces Parties de la FIA ainsi qu'aux personnes les accompagnant ne doit pas dépasser les normes du pays hôte ou de l'évènement auquel elles participent. L'intention qui la sous-tend doit toujours être prise en considération.

2.2 Conflits d'intérêts

2.2.1 Les Parties et Tierces Parties de la FIA veilleront à éviter tout conflit d'intérêts.

Il y a conflit d'intérêts lorsqu'une Partie ou Tierce Partie de la FIA a ou semble avoir des intérêts financiers ou personnels susceptibles de l'empêcher d'accomplir ses obligations avec intégrité, indépendance et diligence.

2.2.1.a Par intérêt financier ou personnel on entend notamment le fait de retirer un avantage pour soi-même, sa famille proche, ou pour toute personne avec laquelle on entretient d'étroites relations professionnelles ou privées.

2.2.1.b Il y a également conflit d'intérêts lorsqu'une Partie de la FIA utilise, ou semble utiliser, des informations confidentielles obtenues dans le cadre d'une mission accomplie pour la FIA dans le but d'en retirer un avantage pour elle-même ou pour l'une des personnes listées ci-dessus.

2.2.1.c Dans la mesure où la FIA est une association internationale regroupant des Automobile-Clubs, Automobile-Associations, Touring-Clubs nationaux et Fédérations nationales, il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsqu'une Partie de la FIA défend exclusivement, dans le cadre de l'examen d'une proposition au sein d'un organe de la FIA, les intérêts du Membre de la FIA qu'elle représente, sous réserve qu'une telle action ne lui donne aucun avantage éventuel ou n'en donne à sa famille proche ou à toute personne avec laquelle elle entretient d'étroites relations professionnelles ou privées.

2.2.2 Les Parties et Tierces Parties de la FIA ne peuvent pas accomplir leurs tâches si elles sont en situation potentielle ou avérée de conflit d'intérêts. Dans un tel cas, le conflit d'intérêts devrait être immédiatement révélé et notifié par écrit à l'organisation pour laquelle la Partie ou Tierce Partie de la FIA accomplit sa mission.

Une situation de conflit d'intérêts potentiel apparaît lorsque l'opinion ou la décision d'une Partie de la FIA accomplissant une mission pour la FIA peut être raisonnablement considérée comme étant influencée par les relations qu'elle a, a eu ou est sur le point d'avoir, avec une autre personne ou organisation que l'opinion ou la décision de la Partie de la FIA concernée affecterait.

2.2.3 Lorsque la mission est accomplie au sein d'un des organes de la FIA, tels que listés à l'Article 7 des Statuts de la FIA, une Partie de la FIA ayant ou semblant avoir un conflit d'intérêts financier ou personnel dans toute proposition soumise lors d'une réunion doit :

- le déclarer ;
- se retirer de la réunion pour cette proposition sauf à ce qu'elle ait été expressément invitée à rester afin de fournir des informations ;
- ne pas être prise en compte comme membre votant dans la détermination du quorum pour cette partie de la réunion ;
- se retirer durant le vote, sauf à ce qu'elle ait été expressément invitée à rester, et ne disposer d'aucune voix en la matière.

2.2.3.a Ainsi, elle ne peut en particulier prendre part à aucune décision à caractère individuel (à titre d'exemple, voter en faveur de la sélection d'un fournisseur spécifique ou d'un promoteur spécifique), si elle a notamment :

- un intérêt significatif, financier ou autre, en relation avec la décision ou est susceptible d'être affectée par celle-ci,
- une relation d'affaires avec une personne ou organisation ayant un intérêt direct en relation avec la décision, ou
- un lien de parenté proche avec quelqu'un ayant un intérêt direct en relation avec la décision.

2.2.3.b Les décisions à caractère individuel s'opposent par nature à celles à caractère général qui sont susceptibles d'affecter plusieurs parties prenantes (à titre d'exemple, les décisions en lien avec le calendrier d'un championnat ou avec une proposition de modification réglementaire) et sont prises dans l'intérêt global du sport automobile et/ou de la mobilité automobile et du tourisme.

2.2.4 Dans le cas où la mission est accomplie par une Partie de la FIA pour la FIA, il est de sa responsabilité de soumettre un « Formulaire de Déclaration d'Intérêts de la FIA » au Comité d'Éthique lorsqu'elle occupe l'une des fonctions ou exerce l'un des mandats suivants :

- Président ou membre des Conseils Mondiaux, du Sénat, du Comité d'Audit, du Comité d'Éthique, des organes disciplinaires et juridictionnels de la FIA, du Comité des Nominations, du Comité pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques ou de tout organe traitant de l'attribution de subventions ;
- Président ou Vice-président de tout autre organe de la FIA visé à l'article 7.1 des Statuts de la FIA ;
- membre de l'Administration de la FIA ;

- consultants de la FIA ;
- commissaire sportif, directeur d'épreuve, directeur de course, commissaire ou délégué technique, ou secrétaire de l'épreuve, officiant dans le cadre d'une Compétition comptant pour un Championnat de la FIA.

2.2.4.a

Toutes les Parties de la FIA visées ci-dessus, qu'elles aient ou non un intérêt à déclarer, doivent compléter ce formulaire. Elles doivent fournir des informations complètes et exactes et ont l'obligation permanente d'actualiser leur formulaire chaque fois que leur situation change. Le défaut de déclarer, d'actualiser ces informations dans les meilleurs délais ou de fournir des informations complètes constitue une violation du Code d'Éthique de la FIA.

2.2.4.b

Le Formulaire de Déclaration d'Intérêts de la FIA est disponible à la page <https://disclosureform.fia.com>.

2.2.4.c

Le Formulaire de Déclaration d'Intérêts de la FIA ne saurait se substituer à toute déclaration d'intérêts lors de réunions.

2.2.4.d

Les Parties de la FIA concernées qui n'auront pas soumis ou actualisé leur Formulaire de Déclaration d'Intérêts (ou confirmé qu'aucune mise à jour n'est requise) dans le mois suivant une demande du Comité d'Éthique, seront privées de leur capacité à accomplir leur mission pour la FIA, à quelque titre que ce soit, jusqu'à la régularisation de leur situation.

2.2.4.e

Les personnes se présentant pour l'élection aux mandats de Président de la FIA, Président-délégués, Vice-présidents, Président et membres du Sénat, membres des Conseils Mondiaux, Président et membres du Comité d'Éthique et Président et membres du Comité d'Audit qui n'auront pas soumis un Formulaire de Déclaration d'Intérêts de la FIA au Comité d'Éthique à la date limite de réception des candidatures, ne seront pas éligibles.

2.2.5

En cas d'objection basée sur l'existence ou l'éventualité d'un conflit d'intérêts, celle-ci devrait être immédiatement signalée à l'organisation pour laquelle la Partie de la FIA accomplit sa mission.

2.3

Le défaut de fournir toute information demandée par le Comité d'Éthique de la FIA constituera une violation du Code d'Éthique de la FIA.

2.4

Les Parties et Tierces Parties de la FIA devront s'acquitter de leur mission avec diligence et attention. Elles s'abstiendront de tout comportement susceptible de porter atteinte à la réputation de la FIA.

- 2.5** Les Parties et Tierces Parties de la FIA ne devraient pas être engagées auprès d'entreprises ou de personnes dont l'activité est en contradiction avec les principes tels que définis par la FIA dans ses Statuts, ses Règlements et le présent Code.

ARTICLE 3 – Conduite à l'égard des gouvernements et des organisations privées

- 3.1** Les Parties et Tierces Parties de la FIA s'attacheront à entretenir des relations harmonieuses avec les autorités nationales, conformément au principe d'universalité et de neutralité politique de la FIA.
- 3.2** Les Parties et Tierces Parties de la FIA sont libres de participer à la vie publique de la Nation à laquelle elles appartiennent. Dans ce cadre, elles ne sauraient toutefois tirer profit abusivement de leur position au sein de la FIA, ni exercer aucune activité, ni se réclamer d'aucune idéologie qui seraient contraires aux principes définis dans les Statuts et Règlements de la FIA ou établis dans le présent Code.
- 3.3** Les Parties et Tierces Parties de la FIA veilleront à la sauvegarde de l'environnement à l'occasion de toutes les manifestations qu'elles organiseront. Elles veilleront à ce que leurs normes environnementales soient cohérentes avec les normes généralement reconnues en matière de protection de l'environnement.

ARTICLE 4 – Confidentialité

Les Parties et Tierces Parties de la FIA sont également tenues de garder confidentielle ou secrète toute information qui leur est communiquée dans l'exercice de leurs fonctions et qui n'est pas publique. La divulgation de toute information ou opinion doit se faire dans le respect des principes, directives et objectifs de la FIA et de ses Membres.

ARTICLE 5 – Mise en œuvre

- 5.1** Les Parties et Tierces Parties de la FIA veilleront à l'application des principes tels qu'édictees par la FIA dans le présent Code.
- 5.2** Les Parties et Tierces Parties de la FIA aviseront le Comité d'Éthique, et/ou le Compliance Officer de la FIA le cas échéant, de toute violation présumée du présent Code.

- 5.3** Les personnes incriminées doivent, sur demande, coopérer à toute enquête diligentée par le Comité d'Éthique et lui fournir toute information qu'il pourrait demander. Le défaut de coopérer ou de fournir les informations demandées constituera une violation du Code d'Éthique de la FIA.
- 5.4** Le Comité d'Éthique relèvera les manquements à ses règles et soumettra un rapport au Président de la FIA afin qu'il décide des suites à donner. Une copie de ce rapport sera adressée aux membres du Sénat de la FIA, au plaignant et à la personne impliquée pour information.
- 5.5** Le Comité d'Éthique présentera chaque année à l'Assemblée Générale de la FIA un rapport sur l'application du présent Code, mentionnant toute infraction à ses règles.

ARTICLE 6 – Modifications du Code d'Éthique

Les modifications au présent Code ne pourront être décidées que par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 7 – Interprétation du Code d'Éthique

Le présent Code a été rédigé en anglais, en espagnol et en français. En cas de contestation concernant son interprétation, le texte français fera foi.



ARTICLE 1	REGLES D'ORGANISATION
ARTICLE 1.1	Membres
ARTICLE 1.2	Réunions
ARTICLE 1.3	Quorum de présence
ARTICLE 1.4	Vote lors des réunions
ARTICLE 1.5	Résolutions par correspondance
ARTICLE 1.6	Procès-verbaux des réunions
ARTICLE 1.7	Dépenses
ARTICLE 1.8	Rôle du Président du CE
ARTICLE 1.9	Rapport annuel
ARTICLE 1.10	Impartialité et abstention en cas de conflit d'intérêts
ARTICLE 1.11	Confidentialité
ARTICLE 2	REGLES DE PROCEDURE
ARTICLE 2.1	Compétence
ARTICLE 2.2	Procédures générales
ARTICLE 2.3	Procédure particulière en cas de <i>Plainte</i> déposée auprès du CE
ARTICLE 2.4	Procédure particulière applicable lorsque le CE agit de sa propre initiative

Règlement intérieur du Comité d'Éthique

INTRODUCTION

Le Comité d'Éthique (CE) est créé, en application de l'article 18 des Statuts de la FIA, afin de préserver, à l'échelle mondiale, l'intégrité et la réputation du sport automobile, de la mobilité automobile et du tourisme, ainsi que des personnes telles que définies à l'article 18.2 des Statuts de la FIA (les "Parties de la FIA" et les "Tierces Parties de la FIA") et au troisième paragraphe du Préambule du Code d'Éthique de la FIA (ci-après le "Code"), et il réalisera toute autre mission qui lui sera confiée par le Président de la FIA concernant le développement et le respect des principes éthiques.

Le présent Règlement Intérieur a pour objet de veiller à ce que le CE soit en mesure d'exercer les responsabilités qui lui incombent en vertu des Statuts de la FIA et du Code, et notamment de s'assurer que les questions dont il est saisi soient résolues de manière équitable, efficace et cohérente.

Le présent Règlement Intérieur peut être modifié par le CE en tant que de besoin, de façon à ce qu'il demeure adapté à sa finalité.

Le présent Règlement Intérieur sera interprété de la manière la plus compatible possible avec les Statuts de la FIA et le Code. En cas de conflit entre les Statuts de la FIA, le Code et le Règlement Intérieur, les Statuts de la FIA ou, à titre subsidiaire, le Code prévaudra.

Le présent Règlement Intérieur a été rédigé en anglais et en français. En cas de contestation concernant son interprétation, le texte français fera foi.

ARTICLE 1 REGLES D'ORGANISATION

ARTICLE 1.1 - MEMBRES

1.1.1 La composition du CE est établie conformément à l'article 9.14 des Statuts de la FIA.

1.1.2 Les membres du CE (de même que les membres du CE composant les Formations d'Enquête) sont élus à titre personnel et aucune délégation de fonctions ne saurait être admise.

ARTICLE 1.2 - REUNIONS

1.2.1 Le CE se réunit au moins une fois par an. Le Président du CE en convoque les réunions.

- 1.2.2** A la demande du Président de la FIA ou d'au moins soixante pour cent de ses membres, le CE doit être convoqué par son Président, et ce au plus tard dans les vingt jours suivant la demande.
- 1.2.3** L'ordre du jour des réunions est fixé par le Président du CE, lequel est tenu d'y inscrire toute question soumise par le Président de la FIA ou par au moins soixante pour cent de ses membres votants.
- 1.2.4** Dans la mesure du possible, l'ordre du jour est envoyé aux membres du CE au moins deux semaines avant la date de la réunion prévue.
- 1.2.5** Le Président du CE peut inviter des membres de l'Administration de la FIA à participer sans droit de vote aux réunions du CE.

ARTICLE 1.3 - QUORUM DE PRESENCE

- 1.3.1** Pour qu'une réunion puisse être valablement convoquée et pour que des résolutions soient adoptées, la majorité absolue de tous les membres du CE doit être présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la réunion peut tout de même avoir lieu, mais toute proposition de résolution soumise à un vote lors de cette réunion doit être communiquée aux membres absents dans les deux semaines suivant la date de la réunion et ceux-ci doivent être invités à exprimer leur vote dans les délais prescrits. Si le nombre de voix exprimées lors de la réunion et par correspondance dépasse le nombre requis pour constituer le quorum, le vote sera considéré comme ayant été valablement exprimé lors de la réunion.
- 1.3.2** Si le Président du CE le décide, ou à la demande d'un membre du CE, le CE peut tenir des réunions sous forme de conférence téléphonique, de vidéoconférence ou à l'aide de tout autre moyen électronique, sous réserve de la participation physique d'au moins deux tiers des membres du CE, sauf décision contraire du Président du CE.

ARTICLE 1.4 - VOTE LORS DES REUNIONS

- 1.4.1** Les décisions du CE sont adoptées à la majorité absolue des voix exprimées par les membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du Président du CE est prépondérante.
- 1.4.2** Sauf indication contraire, les résolutions prennent effet dès leur adoption.

ARTICLE 1.5 RESOLUTIONS PAR CORRESPONDANCE

- 1.5.1** En cas d'urgence, l'adoption d'une décision peut être effectuée en utilisant des moyens électroniques (courrier électronique, télécopie, etc.) si le Président du CE le décide, à moins que plus d'un tiers des membres habilités à voter sollicite la tenue d'une réunion formelle, laquelle pourra avoir lieu en personne ou sous la forme d'une conférence téléphonique, d'une vidéoconférence ou d'autres moyens électroniques.
- 1.5.2** Toute résolution adoptée par correspondance doit figurer dans le procès-verbal de la réunion suivante.

ARTICLE 1.6 PROCES-VERBAUX DES REUNIONS

- 1.6.1** Les procès-verbaux des délibérations et les résolutions du CE doivent être conservés. Ces procès-verbaux doivent contenir un résumé des délibérations, les propositions de résolutions, toute déclaration dont un membre aura demandé l'inscription au procès-verbal ainsi que les résolutions assorties du résultat du vote.
- 1.6.2** Les procès-verbaux sont soumis aux membres du CE pour examen et approbation. Ils sont ensuite signés par le Président du CE.
- 1.6.3** Les procès-verbaux des réunions sont placés sous la surveillance du Secrétariat du CE, assuré par le Responsable Conformité de la FIA.

ARTICLE 1.7 DÉPENSES

Les frais raisonnables engagés par les membres du CE en lien avec des questions ayant trait à la FIA seront remboursés par la FIA conformément à sa politique en la matière.

ARTICLE 1.8 ROLE OF THE EC PRESIDENT

- 1.8.1** Le Président du CE supervise les activités du CE afin de s'assurer que le CE exerce les responsabilités qui lui incombent en vertu des Statuts de la FIA et du Code.
- 1.8.2** Le Président du CE assure la présidence des réunions du CE.

- 1.8.3** Le Président du CE nomme un Président-délégué chargé de s'acquitter des tâches et responsabilités qu'il lui assigne par écrit et d'assurer la présidence des réunions du CE en son absence.

ARTICLE 1.9 RAPPORT ANNUEL

Conformément à l'article 5.5 du Code, le CE soumet chaque année à l'Assemblée Générale de la FIA un rapport sur l'application du Code, mentionnant toute infraction à ses règles.

ARTICLE 1.10 IMPARTIALITE ET ABSTENTION EN CAS DE CONFLIT D'INTERETS

- 1.10.1** Les membres du CE sont tenus d'exercer leurs fonctions avec honnêteté, promptitude et professionnalisme et de faire preuve de la plus grande intégrité dans l'exercice des responsabilités qui leur incombent en tant que membres.
- 1.10.2** Les membres du CE sont tenus de se conformer en tout temps aux Statuts de la FIA, au Code et au présent Règlement Intérieur.
- 1.10.3** Les membres du CE sont tenus de s'abstenir de traiter de questions ou de prendre part au vote sur des questions se rapportant à leurs propres intérêts ou à ceux de personnes physiques ou morales auxquelles ils sont liés ; ils sont également tenus de se conformer au Code et à tout autre Règlement applicable de la FIA.

ARTICLE 1.11 CONFIDENTIALITY

- 1.11.1** Sous réserve de ce qui est expressément prévu dans le présent Règlement Intérieur, les questions traitées par le CE sont confidentielles. Sous la même réserve, toutes les procédures devant une Formation d'Enquête sont confidentielles. Les membres du CE sont tenus de préserver et de respecter cette confidentialité et de ne communiquer aucune information à des tiers en violation de cette obligation.
- 1.11.2** Les membres du CE sont tenus de ne dévoiler à aucun tiers, y compris (sans limitation) à des médias, des informations en lien avec toute procédure devant une Formation d'Enquête, que ce soit pendant ou à l'issue d'une telle procédure, et que ces membres fassent ou non partie de la Formation d'Enquête concernée par cette affaire, sauf et dans la mesure où la loi exige la divulgation d'informations.

ARTICLE 2 PROCEDURAL RULES

ARTICLE 2.1 COMPETENCE

2.1.1 Conformément à l'article 18 des Statuts de la FIA, le CE a compétence pour connaître et statuer sur toute violation présumée des principes éthiques énoncés dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA.

2.1.2 Le CE étudie et évalue une situation donnée, de sa propre initiative (voir article 2.4 ci-dessous) ou suite à une *Plainte* (voir article 2.3 ci-dessous) émanant de l'une des Parties de la FIA ou Tierces Parties de la FIA telles que définies à l'article 18.2 des Statuts de la FIA et au troisième paragraphe du Préambule du Code :

" La FIA et chacun de ses Membres, l'Administration de la FIA (employés), les officiels et délégués désignés par la FIA dans ses Championnats, les consultants de la FIA et toute personne ou organisation appartenant à quelque titre officiel que ce soit à la FIA ou à l'un de ses Membres (les " Parties de la FIA ") ainsi que les promoteurs, partenaires, fournisseurs et autres parties contractantes de la FIA (les " Tierces Parties de la FIA ") sont soumis au Code d'Éthique de la FIA. "

2.1.3 Toutes les Parties de la FIA et Tierces Parties de la FIA sont soumises au Code.

2.1.4 Le régime de prescription prévu par le Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA (cinq ans) s'applique aux infractions aux principes éthiques tels qu'énoncés dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA, en vertu de l'article 18.2.3 des Statuts de la FIA. La prescription est interrompue par tout acte d'enquête du CE, en vertu de l'article 5.3 du Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA.

2.1.5 Toute *Plainte* doit être déposée auprès du CE dès que possible et au plus tard un an après que le *Plaignant* a eu connaissance des faits à l'appui de sa *Plainte*. Passé ce délai, le CE peut toutefois se saisir s'il estime que les faits rapportés l'exigent. Le CE appréciera souverainement le moment de la connaissance des faits par le *Plaignant* (voir article 18.2.3 des Statuts de la FIA).

ARTICLE 2.2 PROCEDURES GENERALES

2.2.1 Constitution d'une Formation d'Enquête (FE)

2.2.1.a Les membres du CE sont tenus d'indiquer au Président du CE, suite à l'examen du dossier de l'affaire, s'ils ont été personnellement impliqués dans l'affaire et s'ils ont un lien quelconque avec l'une ou l'autre des parties concernées, ou si un conflit d'intérêts potentiel ou avéré en lien avec l'affaire exige qu'ils renoncent à faire partie de la FE chargée du dossier. Le défaut de notifier au Président du CE ce type de conflit d'intérêts sera considéré comme une indication que les membres du CE estiment qu'il n'en existe pas. En cas de survenue de faits nouveaux amenant un membre du CE à considérer qu'un conflit d'intérêts pourrait finalement exister, celui-ci en informera le Président du CE dans les meilleurs délais.

2.2.1.b En cas de doute, tout conflit potentiel doit être déclaré sans délai au Président du CE, lequel décidera (après audition des observations des parties, s'il le juge utile) si le membre du CE en question peut être nommé ou peut continuer de faire partie (le cas échéant) de la FE en question. Dans le cas où le Président du CE serait la personne concernée par un potentiel conflit d'intérêts, le Président-délégué prendra la décision selon les modalités ci-dessus énoncées.

2.2.1.c Le Président du CE nommera trois membres du CE pour siéger dans la FE, lesquels examineront et statueront sur l'affaire. Un à deux membre(s) du FE sera(ont) choisi(s) parmi les membres du CE qui n'étaient pas membres de la précédente FE.

2.2.1.d Le Président du CE nommera l'un de ces trois membres pour assurer la fonction de Président de la FE.

2.2.1.e Dans le cas où un membre du CE, après avoir été nommé pour siéger à la FE constituée pour une affaire donnée, serait dans l'impossibilité ou refuserait pour quelque motif que ce soit de siéger à cette FE, le Président du CE nommera un autre membre du CE qui le remplacera.

2.2.2 Langue

2.2.2.a Toutes les procédures devant la FE auront lieu soit en français soit en anglais.

- 2.2.2.b** Toute partie désireuse de soumettre des observations (en personne ou par le biais d'un représentant) ou de s'appuyer sur des éléments de preuve dans une langue différente du français ou de l'anglais devra faire appel, à ses propres frais, à un interprète indépendant chargé d'interpréter ces observations ou éléments de preuve (en cas de témoignage oral) ou d'en fournir des traductions fidèles en français ou en anglais (en cas de document écrit) à l'intention de la FE et des autres parties adverses.

2.2.3 Représentation juridique

Le CE n'étant pas une instance juridictionnelle ou disciplinaire, les termes "représentation juridique" et "témoins" ne sont mentionnés dans les présentes qu'à des fins d'illustration.

- 2.2.3.a** Dans le cadre de toute affaire portée devant la FE, les parties peuvent se faire assister, à leurs propres frais, d'un conseiller juridique et/ou d'un autre/d'autres représentant(s) compétent(s) chargé(s) de soumettre des observations au nom des parties.
- 2.2.3.b** Dans le cas où la *Partie Impliquée* dans une affaire souhaiterait se faire accompagner, à ses propres frais, d'un avocat ou de toute autre personne ou spécialiste qu'elle jugerait utile dans le cadre de la procédure, la FE pourra en approuver l'assistance/la présence à l'occasion d'un entretien.

2.2.4 Principes généraux

- 2.2.4.a** La FE obéira au principe du contradictoire, lequel garantit une procédure d'enquête équitable. Le *Plaignant* (en cas d'enquête de la FE suite à une *Plainte*) et la *Partie Impliquée* seront tous deux pleinement informés et se verront offrir les mêmes possibilités de s'exprimer.
- 2.2.4.b** La FE statuera sur chaque affaire en se fondant uniquement sur les éléments de preuve qui lui auront été communiqués durant sa période de compétence.
- 2.2.4.c** En cas de question non spécifiquement couverte par les présentes Règles de procédure, la FE procèdera de façon à la résoudre de manière équitable, efficace et cohérente.

2.2.5 Attributions générales de la FE

Une FE (ou, si des mesures urgentes doivent être prises avant la constitution d'une FE, le Président du CE) dispose de tous les pouvoirs requis et accessoires pour exercer les responsabilités qui lui incombent en vertu des Statuts de la FIA, du Code et des présentes Règles de Procédure, y compris (sans limitation) du pouvoir, que ce soit sur demande d'une partie ou d'office :

- d'ordonner que certaines questions pouvant avoir un caractère déterminant (p. ex. en matière de compétence) soient examinées et tranchées préalablement à d'autres questions relatives à l'affaire ;
- de statuer définitivement sur sa propre compétence à connaître des affaires portées devant elle et à statuer sur ces dernières ;
- d'autoriser une ou plusieurs tierces parties à intervenir ou être appelée(s) dans le cadre de l'affaire ;
- de fixer toute échéance nécessaire, accélérer ou ajourner, reporter ou suspendre la procédure et/ou repousser toute échéance ou date limite prévue aux présentes Règles de Procédure ou conformément à ses propres ordres ou instructions, selon les modalités qu'elle établira, le cas échéant ;
- d'ordonner à toute partie de remettre tout objet, document ou autre élément en sa possession ou sous sa garde pour inspection par la FE et/ou toute autre partie ;
- de prendre toute mesure nécessaire pour garantir la confidentialité de certains documents ou extraits de documents.

2.2.6 Notifications et délais

2.2.6.a Sauf en cas d'urgence, des délais raisonnables, fixés par la FE, seront respectés pour toute communication formelle entre les parties et la FE.

2.2.6.b Toute notification ou autre communication, qui serait requise d'être adressée par une partie à la FE et/ou à une autre partie, devra être envoyée par lettre recommandée et courrier électronique ou publiée sur un site web dédié et sécurisé créé par le Secrétariat du CE à cet effet (cette publication devant être notifiée à l'autre partie adverse par courrier électronique).

2.2.6.c Toute notification ou communication de la part/à l'intention de la FE devra être faite par l'intermédiaire du Secrétariat du CE, en l'envoyant à l'adresse suivante :

FIA – Comité d'Éthique
8, place de la Concorde
75008 Paris – France
ethics.committee@fia.com

2.2.6.d Il est de la responsabilité du Secrétariat du CE de transmettre aux parties les observations écrites et autres pièces envoyées à la FE par les autres parties. Les parties ne sont par conséquent pas tenues de se notifier mutuellement les différents documents soumis à la FE.

2.2.6.e Les délais exprimés en nombre de jours dans les présentes se rapportent à des jours calendaires et non à des jours ouvrables et commencent à courir le premier jour suivant le jour auquel l'événement concerné a lieu.

2.2.7 **Coopération de la *Partie Impliquée***

2.2.7.a Conformément à l'article 5.3 du Code, la *Partie Impliquée* est tenue, sur demande, de coopérer dans le cadre de toute enquête diligentée par le CE.

2.2.7.b Il est de la responsabilité de la *Partie Impliquée* de produire tous les documents et tous les éléments de preuve de quelque nature que ce soit sur lesquels elle entend s'appuyer. En dehors des Règlements de la FIA, le CE ne recevra et n'étudiera que les documents soumis par les parties.

2.2.7.c Les parties ayant joué un rôle décisif dans la découverte d'un cas présumé de non-respect des principes éthiques de la FIA pourront bénéficier d'une protection de la confidentialité des sources devant les organes compétents de la FIA.

2.2.8 **Audience (le cas échéant)**

L'affaire portée devant la FE ne fera pas l'objet d'une audience à moins que le *Plaignant* ou la/*les Partie(s) Impliquée(s)* n'en fasse(nt) la demande, ou sauf décision contraire de la FE. Au lieu de cela, la FE statuera sur l'affaire sur la base du dossier ou des documents mentionnés ci-après.

2.2.8.a Date et lieu :

- Si la tenue d'une audience a été demandée, le Président de la FE en fixera la date, l'heure et le lieu (en règle générale, si l'audience se tient en présence des parties, elle aura lieu dans les bureaux de la FIA à Genève, en Suisse).
- Le Président de la FE pourra décider, à sa discrétion, d'organiser cette audience sous forme de vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone.

2.2.8.b Présence aux audiences (en personne, par téléphone, ou par vidéoconférence) :

- Toutes les parties sont tenues d'assister elles-mêmes aux audiences et ont le droit de se faire assister par des représentants légaux. Avant l'expiration des délais fixés par la FE, elles doivent communiquer au Secrétariat du CE l'identité de toute personne qui assistera à l'audience ainsi que le statut et le rôle de toute personne ayant l'intention d'y assister. Toute personne non identifiée selon les modalités ci-dessus pourra se voir refuser l'accès à l'audience.

- Le fait qu'une partie ne soit pas présente à l'audience, après qu'elle eut été dûment notifiée de la tenue de cette audience, n'empêchera nullement la FE de procéder à la tenue de l'audience en l'absence de la partie en question (y compris, pour lever toute ambiguïté, de présenter son rapport sur l'infraction présumée commise par ladite partie), que des observations écrites aient été soumises ou non par, ou au nom de, cette partie.
- Toute absence sans motif valable à l'audition d'une partie accusée de violation des principes éthiques de la FIA tels que définis dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA pourra amener la FE à tirer des conclusions défavorables à ladite partie et à statuer sur l'affaire en conséquence.

2.2.8.c Procédure lors de l'audience :

- Au début de l'audience, en présence de chacune des parties (et de leurs représentants respectifs, le cas échéant), le Président de la FE se présente et présente les autres membres de la FE, et chacune des parties (et leurs représentants, le cas échéant) se présentent à leur tour.
- Le Président de la FE énonce alors l'objet de l'audience et décrit la procédure à suivre.
- Les parties et leurs représentants sont invités à présenter leurs éventuelles questions préliminaires et/ou à soumettre leurs éventuelles observations sur des questions préliminaires, selon ce que le Président de la FE jugera approprié.
- Une fois les questions préliminaires traitées, à la discrétion du Président de la FE, chaque partie peut faire une déclaration liminaire (dans le cas où la FE examine une *Plainte*, le *Plaignant* interviendra en premier et la *Partie Impliquée* en second). Le Président de la FE peut imposer une durée limitée pour les déclarations liminaires.
- Suite aux déclarations liminaires, la FE entend toutes les parties et décide des étapes suivantes de la procédure.
- Les parties peuvent être entendues séparément.

2.2.8.d Caractère confidentiel des audiences :

- Sauf motif valable présenté par une partie, toutes les audiences devant la FE se tiendront de manière privée et confidentielle, en présence uniquement des parties à la procédure et de leurs représentants et témoins, ainsi que de toute(s) tierce(s) partie(s) et de ses/leurs représentants habilités en vertu des règles applicables à assister aux dites audiences à titre de participant et/ou d'observateur.
- Le Président de la FE peut autoriser le Secrétariat du CE et/ou un greffier à assister aux audiences. Il peut également autoriser la participation de personnes associées à une partie, sur demande de ladite partie, à tout ou partie de l'audience, sur instruction du Président de la FE.

- Toute personne assistant à une audience est tenue de respecter le caractère privé et confidentiel de la procédure, des éléments de preuve, de tous les documents et de toutes les observations préparées en lien avec cette dernière. Tous les éléments de preuve et toutes les observations seront confidentiels et couverts par le secret, même dans le cas où une audience ne se tiendrait pas à huis clos.
- Les dispositions ci-dessus visées ne limiteront aucunement les éléments de preuve, témoignages, arguments ou autres éléments auxquels la FE pourra faire référence, inclure ou décrire dans son rapport écrit.

2.2.8.e Enregistrement des audiences :

- Le Secrétariat du CE peut prendre les dispositions nécessaires pour procéder à l'enregistrement ou à la transcription des audiences, sauf instruction contraire de la part du Président de la FE. Tout enregistrement ainsi réalisé appartiendra au CE.
- Dans le cas où une audience aurait été enregistrée, et où le Président de la FIA, en tant qu'autorité de poursuite de la FIA, déciderait de l'ouverture d'une procédure disciplinaire devant le Tribunal International de la FIA (TI) suite au rapport qui lui aura été soumis par la FE, la partie concernée aura le droit de disposer d'une transcription de l'enregistrement relatif à l'affaire et le Secrétariat du CE sera tenu de lui remettre ladite transcription, sur demande, dans les meilleurs délais, sous réserve que la partie prenne à sa charge les frais liés à l'élaboration de la transcription et s'engage par écrit à n'en divulguer le contenu à aucun tiers. Autrement, cependant, nul n'aura le droit d'exiger la production de l'enregistrement d'une audience, ni sa copie ou sa transcription.
- Toute copie ou transcription d'enregistrement devra demeurer confidentielle en tout temps. Cette disposition n'empêchera pas la communication des transcriptions au TI en cas d'ouverture d'une procédure disciplinaire par le Président de la FIA.

ARTICLE 2.3 PROCEDURE PARTICULIERE EN CAS DE *PLAINT*E DEPOSEE AUPRES DU CE

2.3.1 Les parties

2.3.1.a La partie qui introduit la *Plainte* sera dénommée le "**Plaignant**".

2.3.1.b La personne ou l'entité qui fait l'objet de la *Plainte* sera dénommée la "**Partie Impliquée**".

2.3.2 La “Plainte”

2.3.2.a Pour engager la procédure, le *Plaignant* devra envoyer une notification écrite au CE décrivant l’infraction/les infractions présumée(s) avoir été commise(s), y compris la règle, la réglementation ou le principe prétendument enfreint(e), accompagnée d’un exposé des faits sur lesquels se fondent ces allégations d’infraction (la “*Plainte*”), sauf procédure contraire prévue dans les règlements applicables.

2.3.2.b Le *Plaignant* devra présenter :

- un mémoire exposant la situation qu’il convient, selon lui, de soumettre à l’examen de la FE ;
- des déclarations écrites présentant les dépositions de chaque témoin (témoin de faits ou témoin-expert) que le *Plaignant* souhaite verser au dossier devant la FE à l’appui de sa requête, accompagnées d’une déclaration de chaque témoin attestant de la véracité du contenu de la déposition (ou, en cas de déposition d’expert, attestant du fait que cette déposition reflète fidèlement son point de vue quant aux éléments en question) ;
- des copies de toutes les preuves écrites que le *Plaignant* souhaite verser au dossier devant la FE à l’appui de sa requête ;
- des copies des éventuelles sources juridiques sur lesquelles se fonde le *Plaignant* dans son mémoire ;
- (lorsqu’une audience est prévue) une estimation du temps que le *Plaignant* juge nécessaire pour exposer ses arguments lors de l’audience.

2.3.2.c Le *Plaignant* pourra solliciter l’autorisation du Président de la FE pour soumettre tout élément supplémentaire non mentionné ci-dessus.

2.3.3 Décision relative à la recevabilité de la *Plainte*

2.3.3.a Après dû examen de la *Plainte*, la FE décidera de sa recevabilité (conformément à l’article 18.2 des Statuts de la FIA).

2.3.3.b En cas de recevabilité de la *Plainte*, la FE :

- transmettra l’intégralité de la *Plainte* à la *Partie Impliquée* au moyen d’une *Lettre de Notification* et l’invitera à fournir tout commentaire ou document qu’elle jugera utile pour l’examen de l’affaire par la FE,
- informera le *Plaignant* que la *Plainte* a été jugée recevable et a été communiquée à la *Partie Impliquée*.

2.3.4 La “Lettre de Notification”

2.3.4.a La *Lettre de Notification* (voir annexe 1) s’entend du courrier envoyé à la *Partie Impliquée* pour lui notifier que le CE a décidé d’ouvrir une enquête suite au dépôt d’une *Plainte* pour violation présumée des principes éthiques de la FIA.

2.3.4.b La *Lettre de Notification* envoyée à la *Partie Impliquée* après que la *Plainte* aura été jugée recevable devra :

- préciser que le CE a nommé une FE (dont la composition pourra être divulguée) et l’a chargée d’examiner l’affaire,
- résumer l’infraction/les infractions présumée(s) et indiquer la/les règle(s) précise(s) qui a/ont été violée(s),
- inviter la *Partie Impliquée* à soumettre, dans un délai fixé à cet effet (conformément à l’article 2.2.6 ci-dessus), toute pièce écrite pertinente (commentaires ou documents) qu’elle jugera utile ou susceptible d’aider la FE à examiner les faits qui lui sont reprochés,
- préciser que suite à l’examen des documents susmentionnés, la FE pourra décider de donner à la *Partie Impliquée* la possibilité d’être entendue,
- informer la *Partie Impliquée* qu’en application de l’article 18 des Statuts de la FIA et de l’article 5.4 du Code, la FE devra soumettre son rapport écrit (dont une copie sera envoyée aux parties et aux membres du Sénat de la FIA pour information) au Président de la FIA qui pourra décider de prendre toute autre mesure.

2.3.4.c Dans un souci de transparence, tous les documents mis à la disposition de la FE par le *Plaignant* doivent être joints à la *Lettre de Notification*.

2.3.5 La “Réponse”

2.3.5.a La *Partie Impliquée* présentera une *Réponse* à la *Plainte* (la “*Réponse*”) dans les délais mentionnés dans la *Lettre de Notification*.

2.3.5.b Dans sa *Réponse*, la *Partie Impliquée* devra reconnaître ou nier (en totalité ou en partie) les faits qui lui sont reprochés et devra indiquer expressément si elle reconnaît, nie ou dément avoir eu connaissance ou avoir été informée d’éléments relatifs à chacune des allégations factuelles énoncées dans la *Plainte* à l’appui des infractions présumées. La *Réponse* devra également décrire le(s) moyen(s) de défense que la *Partie Impliquée* opposera en réponse à la/aux *Plainte(s)*, ainsi que les faits allégués sur lesquels ce/ces moyen(s) de défense se fonde(nt).

2.3.5.c La *Réponse* devra indiquer précisément si la *Partie Impliquée* demande la tenue d'une audience (en personne, par vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone) devant une FE.

2.3.5.d La *Partie Impliquée* présentera :

- un mémoire en réponse aux arguments du *Plaignant* exposant la position de la *Partie Impliquée* (y compris les moyens de défense invoqués) vis-à-vis des différentes questions qu'elle pense que la FE devra résoudre ;
- des déclarations écrites présentant les dépositions de chaque témoin (témoin de faits ou témoin-expert) que la *Partie Impliquée* souhaite verser au dossier devant la FE, accompagnées d'une déclaration de chaque témoin attestant de la véracité du contenu de la déposition (ou, en cas de déposition d'expert, attestant du fait que cette déposition reflète fidèlement son point de vue quant aux éléments en question) ;
- des copies de toutes les preuves écrites que la *Partie Impliquée* souhaite verser au dossier devant la FE ;
- des copies des éventuelles sources juridiques sur lesquelles se fonde la *Partie Impliquée* dans son mémoire ;
- (lorsqu'une audience est prévue) une estimation du temps que la *Partie Impliquée* juge nécessaire pour répondre aux accusations du *Plaignant* et exposer ses arguments lors de l'audience.

2.3.5.e La *Partie Impliquée* pourra solliciter l'autorisation du Président de la FE pour soumettre tout élément supplémentaire non mentionné ci-dessus.

2.3.6 Le Président de la FE pourra à tout moment demander aux parties de fournir des éléments et/ou preuves écrites supplémentaires, y compris des témoignages ou avis d'experts, selon que de besoin

2.3.7 Tout élément de preuve qui n'aura pas été soumis à la partie adverse au moins dix (10) jours avant la date d'une audience fixée par le Président de la FE ne pourra être présenté pour examen par la FE à moins que la partie désireuse de soumettre cet élément de preuve démontre à la FE qu'elle n'a pu respecter ce délai pour des motifs impérieux.

2.3.8 Il n'est pas inapproprié pour une partie, ses organes dirigeants, employés, conseils juridiques ou autres représentants d'interroger ses témoins ou des témoins potentiels préalablement à une audience.

2.3.9 S'il apparaît à la FE qu'une *Partie Impliquée* pourrait faire l'objet de mesures de la part du Président de la FIA en raison d'une violation des principes éthiques tels que définis dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA qui n'aurait pas été notifiée auparavant, ou qu'il se pourrait qu'une infraction ait été commise par une personne autre que la *Partie Impliquée*, la FE veillera à ce que la *Partie Impliquée* ou la personne en question en soit informée et dispose de suffisamment de temps pour examiner cette/ces nouvelle(s) allégation(s), y compris en reportant les débats, si nécessaire et pertinent.

2.3.10 "L'Invitation à Comparaitre"

2.3.10.a Si la FE décide qu'il convient de donner aux parties la possibilité d'être entendues ou estime qu'il semble nécessaire d'obtenir de leur part de plus amples informations pour pouvoir évaluer précisément la situation, une *Invitation à Comparaitre* (voir annexe 2) sera envoyée aux parties.

2.3.10.b L'*Invitation à Comparaitre* devra :

- indiquer le lieu et la date prévus pour l'audience (voir article 2.2.8.a ci-dessus),
- préciser l'objet de l'audience,
- dresser la liste de tous les documents dont dispose la FE,
- rappeler aux parties la procédure applicable lors des audiences (voir article 2.2.8 ci-dessus).

2.3.11 Degré de preuve

Sauf disposition contraire prévue par le règlement applicable, le degré de preuve pour toutes les questions sur lesquelles devra statuer la FE sera la prépondérance des probabilités

2.3.12 Preuves

2.3.12.a Une fois les déclarations liminaires achevées, le *Plaignant* sera invité à soumettre les éléments de preuve à l'appui de sa requête, suite à quoi la *Partie Impliquée* présentera les éléments de preuve à l'appui de sa défense.

2.3.12.b La FE aura le pouvoir d'accepter, de refuser ou de restreindre la présentation d'éléments de preuve ou la comparution à l'audience de témoins de faits ou de témoins-experts. Les faits dans le cadre des débats pourront être établis par tout moyen fiable et des éléments tels que le oui-dire affecteront non pas la recevabilité mais la valeur qu'accordera la FE à ces éléments de preuve.

- 2.3.12.c** Sous réserve de l'article 2.2.8 ci-dessus, les parties devront demander à la FE d'entendre (en personne ou, avec l'autorisation de la FE, par vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone) les témoins de faits ou les témoins-experts dont les déclarations et rapports auront été remis préalablement à l'audience. Les parties seront responsables de la disponibilité et des frais liés à la comparution de ces témoins.
- 2.3.12.d** Si, sans motif valable, un témoin appelé à comparaître ne se présente pas pour déposer, la FE ignorera toute déposition ou déclaration en lien avec ce témoin, sauf, dans des circonstances exceptionnelles, décision contraire de ladite FE.
- 2.3.12.e** Dans l'hypothèse où un témoin comparaitrait devant la FE mais refuserait de répondre aux questions qui lui seraient posées par ou au nom de la partie adverse ou par la FE, la FE pourra en déduire que les réponses de ce témoin à ces questions auraient nui à la partie ayant proposé ce témoin. Si le témoin est la partie, la FE pourra en déduire que les réponses de la partie à ces questions auraient nui à ladite partie.
- 2.3.12.f** Lors de sa comparution à une audience (que ce soit en personne, par vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone) et avant toute déposition, le témoin devra préalablement affirmer, selon les modalités jugées appropriées par la FE, qu'il dit la vérité. Par la suite, la déposition écrite de ce témoin sera considérée comme son témoignage direct. La FE pourra, si elle le souhaite, permettre l'interrogatoire direct d'un témoin comparissant à une audience (afin de compléter sa déposition écrite ou si aucun témoignage n'a été fourni), le contre-interrogatoire de ce témoin par la partie mise en cause, puis un nouvel interrogatoire du témoin en lien avec les questions abordées lors du contre-interrogatoire.
- 2.3.12.g** Pendant l'audience, la FE se réserve le droit de poser à tout moment des questions aux témoins de faits ou aux témoins-experts et peut à tout moment rappeler des témoins à cet effet.
- 2.3.12.h** En règle générale, les témoins ne seront pas admis en salle d'audience avant d'être invités à faire leur déposition et, après avoir déposé, ils seront normalement invités à se retirer de la salle d'audience.
- 2.3.12.i** Tout document ou autre élément de preuve invoqué par une partie devra être authentifié en bonne et due forme lors de sa présentation à la FE.

2.3.13 Rapport de la FE

2.3.13.a La FE décidera des recommandations à faire figurer dans son rapport à la majorité absolue des membres présents. Tous les membres de la FE sont tenus de prendre part aux délibérations de la FE et aucun d'entre eux ne peut s'abstenir de voter.

2.3.13.b La FE rendra un rapport écrit et motivé le plus tôt possible après l'audience, conformément à l'article 2.3.14 ci-dessous.

2.3.14 Rapport écrit

2.3.14.a Dans tous les cas, la FE rendra un rapport écrit, daté et signé par le Président de la FE le plus tôt possible après l'audience. La FE pourra se faire assister d'un greffier pour rédiger ce rapport.

2.3.14.b Ce rapport écrit devra présenter et expliquer les éléments suivants :

- les conclusions motivées de la FE quant à la violation/aux violations commise(s), le cas échéant, par la *Partie Impliquée* ;
- les conclusions motivées de la FE quant aux recommandations soumises au Président de la FIA suite à cette/ces violation(s) ;
- les conséquences possibles, dans l'hypothèse où le Président de la FIA déciderait de prendre toute autre mesure. Le Président de la FIA est l'autorité de poursuite de la FIA (voir article 3, Chapitre 2 du Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA). Lui seul peut décider s'il est approprié ou non d'engager une procédure disciplinaire.

2.3.14.c La FE enverra des copies du rapport aux membres du Sénat de la FIA, au *Plaignant* et à la *Partie Impliquée* à titre d'information.

2.3.14.d Conformément au Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA, dans l'hypothèse où le Président de la FIA ou toute autre personne figurant sur la liste présidentielle (voir article 9.4 des Statuts de la FIA) ferait l'objet d'une enquête, le rapport sera soumis au Sénat, lequel pourra décider de toute autre mesure à prendre. Une copie du rapport sera remise au *Plaignant* et à la *Partie Impliquée* à titre d'information.

ARTICLE 2.4 PROCEDURE PARTICULIERE APPLICABLE LORSQUE LE CE AGIT DE SA PROPRE INITIATIVE

2.4.1 La “Partie Impliquée”

La personne ou l’entité qui fait l’objet d’une enquête par le CE sera dénommée la “**Partie Impliquée**”.

2.4.2 La “Lettre de Notification”

2.4.2.a La *Lettre de Notification* (voir annexe 3) s’entend du courrier envoyé à la *Partie Impliquée* pour lui notifier que le CE a décidé de sa propre initiative d’ouvrir une enquête pour violation présumée des principes éthiques de la FIA.

2.4.2.b La *Lettre de Notification* envoyée à la *Partie Impliquée* devra :

- préciser que le CE a nommé une FE (dont la composition pourra être divulguée) et l’a chargée d’examiner l’affaire,
- résumer l’infraction/les infractions présumée(s) et indiquer la/les règle(s) précises qui a/ont été violée(s),
- inviter la *Partie Impliquée* à soumettre, dans un délai fixé à cet effet (conformément à l’article 2.2.6 ci-dessus), toute pièce écrite pertinente (commentaires ou documents) qu’elle jugera utile ou susceptible d’aider la FE à examiner les faits qui lui sont reprochés,
- préciser que suite à l’examen des documents susmentionnés, la FE pourra décider de donner à la *Partie Impliquée* la possibilité d’être entendue,
- informer la *Partie Impliquée* qu’en application de l’article 18 des Statuts de la FIA et de l’article 5.4 du Code, la FE devra soumettre son rapport écrit (dont une copie sera envoyée aux parties et aux membres du Sénat de la FIA pour information) au Président de la FIA, lequel pourra décider de prendre toute autre mesure.

2.4.2.c Dans un souci de transparence, tous les documents mis à la disposition de la FE doivent être joints à la *Lettre de Notification*.

2.4.3 La “Réponse”

2.4.3.a La *Partie Impliquée* présentera une *Réponse* (la “**Réponse**”) dans les délais mentionnés dans la *Lettre de Notification*.

2.4.3.b Dans sa *Réponse*, la *Partie Impliquée* devra reconnaître ou nier (en totalité ou en partie) les faits qui lui sont reprochés et devra indiquer expressément si elle reconnaît, nie ou dément avoir eu connaissance ou avoir été informée d'éléments relatifs à chacune des allégations factuelles énoncées dans la *Lettre de Notification* à l'appui des faits reprochés. La *Réponse* devra également décrire le(s) moyen(s) de défense que la *Partie Impliquée* opposera en réponse à la *Lettre de Notification*, ainsi que les faits allégués sur lesquels ce/ces moyen(s) de défense se fonde(nt).

2.4.3.c La *Réponse* devra indiquer précisément si la *Partie Impliquée* demande la tenue d'une audience (en personne, par vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone) devant la FE.

2.4.3.d La *Partie Impliquée* devra présenter :

- un mémoire en réponse aux arguments de la FE exposant la position de la *Partie Impliquée* (y compris les moyens de défense invoqués) vis-à-vis des différentes questions que la FE pourrait être amenée à résoudre ;
- des déclarations écrites présentant les dépositions de chaque témoin (témoin de faits ou témoin-expert) que la *Partie Impliquée* souhaite verser au dossier devant la FE, accompagnées d'une déclaration de chaque témoin attestant de la véracité du contenu de la déposition (ou, en cas de déposition d'expert, attestant du fait que cette déposition reflète fidèlement son point de vue quant aux éléments en question) ;
- des copies de toutes les pièces justificatives que la *Partie Impliquée* souhaite verser au dossier devant la FE ;
- des copies des éventuelles sources juridiques sur lesquelles se fonde la *Partie Impliquée* dans son mémoire ;
- (lorsqu'une audience est prévue), une estimation du temps que la *Partie Impliquée* juge nécessaire pour répondre aux accusations de la FE et exposer ses arguments lors de l'audience.

2.4.3.e La *Partie Impliquée* pourra solliciter l'autorisation du Président de la FE pour soumettre tout élément supplémentaire non mentionné ci-dessus.

2.4.4 Le Président de la FE pourra à tout moment demander à la *Partie Impliquée* de fournir des éléments et/ou pièces justificatives supplémentaires, y compris des témoignages ou avis d'experts, selon que de besoin.

2.4.5 Il n'est pas inapproprié pour la *Partie Impliquée*, ses organes dirigeants, employés, conseils juridiques ou autres représentants d'interroger ses témoins ou des témoins potentiels préalablement à une audience.

2.4.6 S'il apparaît à la FE qu'une *Partie Impliquée* pourrait faire l'objet de toute autre mesure de la part du Président de la FIA en raison d'une violation des principes éthiques tels que définis dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA qui n'aurait pas été notifiée auparavant, ou qu'il se pourrait qu'une infraction ait été commise par une personne autre que la *Partie Impliquée*, la FE veillera à ce que la *Partie Impliquée* ou la personne en question en soit informée et dispose de suffisamment de temps pour examiner cette/ces nouvelle(s) allégation(s), y compris en reportant les débats si nécessaire et pertinent.

2.4.7 L'“Invitation à Comparaitre”

2.4.7.a Si la FE décide qu'il convient de donner à la *Partie Impliquée* la possibilité d'être entendue ou estime qu'il semble nécessaire d'obtenir de sa part de plus amples informations pour pouvoir évaluer précisément la situation, une *Invitation à Comparaitre* (voir annexe 2) sera envoyée à la *Partie Impliquée*.

2.4.7.b L'*Invitation à Comparaitre* devra :

- indiquer le lieu et la date prévus pour l'audience (voir article 2.2.8.a ci-dessus),
- préciser l'objet de l'audience,
- dresser la liste de tous les documents dont dispose la FE,
- rappeler aux parties la procédure applicable lors des audiences (voir article 2.2.8 ci-dessus).

2.4.8 Degré de preuve

Sauf disposition contraire prévue par le règlement applicable, le degré de preuve pour toutes les questions sur lesquelles devra statuer la FE sera la prépondérance des probabilités.

2.4.9 Preuves

2.4.9.a Une fois les déclarations liminaires achevées, la *Partie Impliquée* sera invitée à soumettre les éléments de preuve à l'appui de sa défense.

2.4.9.b La FE aura le pouvoir d'accepter, de refuser ou de restreindre la présentation d'éléments de preuve ou la comparution à l'audience de témoins de faits ou de témoins-experts. Les faits dans le cadre des débats pourront être établis par tout moyen fiable et des éléments tels que le oui-dire affecteront non pas la recevabilité mais la valeur qu'accordera la FE à ces éléments de preuve.

- 2.4.9.c** Sous réserve de l'article 2.2.8 ci-dessus, la *Partie Impliquée* devront demander à la FE d'entendre (en personne ou, avec l'autorisation de la FE, par vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone) les témoins de faits ou les témoins-experts dont les déclarations et rapports auront été remis préalablement à l'audience. La *Partie Impliquée* sera responsable de la disponibilité et des frais liés à la comparution de ces témoins.
- 2.4.9.d** Si, sans motif valable, un témoin appelé à comparaître ne se présente pas pour déposer, la FE ignorera toute déposition ou déclaration en lien avec ce témoin sauf, dans des circonstances exceptionnelles, décision contraire de ladite FE.
- 2.4.9.e** Dans l'hypothèse où un témoin comparaitrait devant la FE mais refuserait de répondre aux questions qui lui seraient posées par cette dernière, elle pourra en déduire que les réponses de ce témoin à ces questions auraient nui à la *Partie Impliquée*. Si le témoin est la *Partie Impliquée*, la FE pourra en déduire que ses réponses à ces questions lui auraient nui.
- 2.4.9.f** Lors de sa comparution à une audience (que ce soit en personne, par vidéoconférence ou, si les circonstances l'exigent, par téléphone) et avant toute déposition, le témoin devra préalablement affirmer, selon les modalités jugées appropriées par la FE, qu'il dit la vérité. Par la suite, la déposition écrite de ce témoin sera considérée comme son témoignage direct. La FE pourra, si elle le souhaite, permettre l'interrogatoire direct d'un témoin comparaisant à une audience (afin de compléter sa déposition écrite ou si aucun témoignage n'a été fourni), le contre-interrogatoire de ce témoin par la *Partie Impliquée*, puis un nouvel interrogatoire du témoin en lien avec les questions abordées lors du contre-interrogatoire.
- 2.4.9.g** Pendant l'audience, la FE se réserve le droit de poser à tout moment des questions aux témoins de faits ou aux témoins-experts et peut à tout moment rappeler ces témoins à cet effet.
- 2.4.9.h** En règle générale, les témoins ne seront pas admis en salle d'audience avant d'être invités à faire leur déposition et, après avoir déposé, ils seront normalement invités à se retirer de la salle d'audience.
- 2.4.9.i** Tout document ou autre élément de preuve invoqué par la *Partie Impliquée* devra être authentifié en bonne et due forme lors de sa présentation à la FE.

2.4.10 Rapport de la FE

2.4.10.a La FE décidera des recommandations à faire figurer dans son rapport à la majorité absolue des membres présents. Tous les membres de la FE sont tenus de prendre part aux délibérations de la FE et aucun d'entre eux ne peut s'abstenir de voter.

2.4.10.b La FE rendra un rapport écrit et motivé le plus tôt possible après l'audience, conformément à l'article 2.4.12 ci-dessous.

2.4.11 Rapport écrit

2.4.11.a Dans tous les cas, la FE rendra un rapport écrit, daté et signé par le Président de la FE le plus tôt possible après l'audience. La FE pourra se faire assister d'un greffier pour rédiger ce rapport.

2.4.11.b Ce rapport écrit devra présenter et expliquer les éléments suivants :

- les conclusions motivées de la FE quant à la violation/les violations commise(s), le cas échéant, par la *Partie Impliquée* ;
- les conclusions motivées de la FE quant aux recommandations soumises au Président de la FIA suite à cette/ces violation(s) ;
- les conséquences possibles, dans l'hypothèse où le Président de la FIA déciderait de prendre toute autre mesure. Le Président de la FIA est l'autorité de poursuite de la FIA (voir article 3, Chapitre 2 du Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA). Lui seul peut décider s'il est approprié ou non d'engager une procédure disciplinaire.

2.4.11.c La FE enverra des copies du rapport aux membres du Sénat de la FIA et à la *Partie Impliquée* à titre d'information.

2.4.11.d Conformément au Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA, dans l'hypothèse où le Président de la FIA ou toute autre personne figurant sur la liste présidentielle (voir article 9.4 des Statuts de la FIA) ferait l'objet d'une enquête, le rapport sera soumis au Sénat, lequel pourra décider de toute autre mesure à prendre. Une copie du rapport sera remise à la *Partie Impliquée* à titre d'information.

ANNEXE 1

Par courrier électronique et DHL

A l'intention de : [...]

De la part de : Comité d'Éthique de la FIA

Nombre de pages : [...]

Date : [...]

**Concerne : Lettre de Notification – Violations présumées des principes éthiques de la FIA
AFFAIRE [...]**

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Madame/Monsieur [...],

Par la présente, nous vous informons qu'une plainte a été déposée par [...] devant le Comité d'Éthique de la FIA le [...], concernant des violations présumées des principes éthiques de la FIA dont vous seriez l'auteur.

Conformément à l'article 18 des Statuts de la FIA, le Comité d'Éthique est chargé, à l'échelle internationale, de préserver l'intégrité et la réputation du sport automobile, de la mobilité automobile et du tourisme, ainsi que des personnes telles que définies à l'article 18.2 des Statuts de la FIA (les "Parties de la FIA" et les "Tierces Parties de la FIA") et au troisième paragraphe du Préambule du Code d'Éthique de la FIA (ci-après le "Code"). Suite au dépôt d'une plainte ou de sa propre initiative, le Comité d'Éthique enquête et évalue la situation donnée concernant toute violation présumée des principes éthiques tels qu'énoncés dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA, puis soumet un rapport au Président de la FIA, lequel peut décider de prendre toute autre mesure.

1. Notification

Par la présente, vous êtes avisé(e) que le Comité d'Éthique de la FIA a décidé d'ouvrir une enquête suite à une plainte déposée par M./Mme [...] concernant une violation présumée des principes éthiques de la FIA.

A titre d'information, le Comité d'Éthique a formé une Formation d'Enquête chargée de connaître l'affaire. Elle se compose de trois de ses membres, [...], [...] et moi-même, en qualité de Président de la Formation d'Enquête.

2. Violations présumées

2.1 [...]

Règle précise ayant fait l'objet d'une violation : [...]

2.2 [...]

Règle précise ayant fait l'objet d'une violation : [...]

3. Information et explications

Vous êtes invité(e) à soumettre **toute pièce écrite pertinente** (commentaires ou documents) que vous jugerez utile ou susceptible d'aider la Formation d'Enquête à examiner les faits qui vous sont reprochés. Tous les documents et toutes les communications devront être fournis en anglais ou en français

Les documents dont dispose actuellement la Formation d'Enquête sont joints au présent courrier et tous les Règlements de la FIA mentionnés dans la présente notification peuvent être consultés à l'adresse: www.fia.com.

Veuillez noter que, suite à l'examen des documents susmentionnés, vous aurez éventuellement la possibilité d'être entendu(e), auquel cas une *Invitation à Comparaitre* devant la Formation d'Enquête saisie de l'affaire vous sera envoyée.

4. Rapport

En application de l'article 18 des Statuts de la FIA et de l'article 5.4 du Code, le Comité d'Éthique soumettra son rapport écrit au Président de la FIA, lequel pourra décider de prendre toute autre mesure ; en outre, une copie du rapport vous sera envoyée ainsi qu'au plaignant et aux membres du Sénat de la FIA pour information.

Nous vous saurions gré de bien vouloir accuser réception de la présente notification et restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Au nom du Comité d'Éthique de la FIA

[...]

Président de la Formation d'Enquête

Pièces jointes :

- [dossier]

ANNEXE 2

Par courrier électronique et DHL

A l'intention de : [...]

De la part de : **Comité d'Éthique de la FIA**

Nombre de pages : [...]

Date : [...]

INVITATION A COMPARAITRE DEVANT LE COMITE D'ÉTHIQUE DE LA FIA

Concerne : **Violation présumée des principes éthiques de la FIA**
Affaire [...]

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Madame/Monsieur [...],

Votre Réponse en date du [...] et les pièces qui l'accompagnaient ont été dûment examinés par la Formation d'Enquête nommée dans le cadre de l'enquête susmentionnée qui est actuellement menée en application de l'article 18 des Statuts de la FIA.

Suite à cet examen, il semble nécessaire d'obtenir de votre part de plus amples informations pour pouvoir évaluer précisément la situation.

Par conséquent, et conformément au Code d'Éthique de la FIA, nous vous invitons par la présente à un entretien le [...], à [...], **au siège de la FIA situé à [...]**.

Cet entretien aura pour objet :

- de comprendre plus précisément [...], et
- de confirmer qu'aucun autre intérêt n'aurait dû être divulgué de votre part (violation présumée de l'article 2.2 du Code d'Éthique).

Aux fins de cet entretien, vous pouvez être accompagné(e) d'un avocat ; veuillez nous indiquer si telle est votre intention. Dans un souci de clarté, veuillez noter que le Comité d'Éthique n'est pas une instance juridictionnelle ou disciplinaire.

Par ailleurs, vous êtes invité(e) à soumettre par écrit, avant le [...], tout commentaire ou document supplémentaire que vous jugerez utile à l'examen de la présente affaire par le Comité d'Éthique. Tous les documents et toutes les communications devront être fournis en anglais ou en français.

Dans la perspective de cet entretien, veuillez noter que les documents actuellement versés au dossier de la présente affaire sont les suivants :

- [...]

Suite à cette audience, en application de l'article 18 des Statuts de la FIA et de l'article 5.4 du Code, le Comité d'Éthique de la FIA soumettra son rapport écrit au Président de la FIA, lequel pourra décider de prendre toute autre mesure. Une copie du rapport vous sera envoyée ainsi qu'aux membres du Sénat de la FIA pour information.

Nous vous saurions gré de bien vouloir accuser réception de la présente lettre et de nous confirmer dans les meilleurs délais que vous pourrez participer à l'entretien ci-dessus mentionné.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

[...]

Président de la Formation d'Enquête

ANNEXE 3

Par courrier électronique et DHL

A l'intention de : [...]

De la part de : Comité d'Éthique de la FIA

Nombre de pages : [...]

Date : [...]

**Concerne : Lettre de Notification – Violations présumées des principes éthiques de la FIA
AFFAIRE [...]**

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Madame/Monsieur [...],

[...] Conformément à l'article 18 des Statuts de la FIA, le Comité d'Éthique est chargé, à l'échelle internationale, de préserver l'intégrité et la réputation du sport automobile, de la mobilité automobile et du tourisme ainsi que des personnes telles que définies à l'article 18.2 des Statuts de la FIA (les "Parties de la FIA" et les "Tierces Parties de la FIA") et au troisième paragraphe du Préambule du Code d'Éthique de la FIA (ci-après le "Code"). Suite au dépôt d'une plainte ou de sa propre initiative, le Comité d'Éthique enquête et évalue la situation donnée concernant toute violation présumée des principes éthiques tels qu'énoncés dans les Statuts, le Code Sportif International et les Règlements de la FIA, puis soumet un rapport au Président de la FIA, lequel peut décider de prendre toute autre mesure.

1. Notification

Par la présente, vous êtes avisé(e) que, de sa propre initiative, le Comité d'Éthique de la FIA a décidé d'ouvrir une enquête concernant une violation présumée des principes éthiques de la FIA.

A titre d'information, le Comité d'Éthique a formé une Formation d'Enquête chargée d'examiner l'affaire. Elle se compose de trois de ses membres, [...], [...] et moi-même (Président du Comité d'Éthique), en qualité de Président de la Formation d'Enquête.

2. Violations présumées

2.1 [...]

Règle précise ayant fait l'objet d'une violation : [...]

2.2 [...]

Règle précise ayant fait l'objet d'une violation : [...]

3. Information et explications

3.1 Vous êtes invité(e) à fournir les **documents** et **explications écrites** suivants avant le [...] : [...]

Dans l'hypothèse où vous ne fourniriez pas les documents et explications susmentionnés à la Formation d'Enquête, celle-ci pourra en tirer des conclusions défavorables.

Vous êtes également invité(e) à soumettre **toute pièce écrite pertinente** que vous jugerez utile ou susceptible d'aider la Formation d'Enquête à examiner les faits qui vous sont reprochés. Tous les documents et toutes les communications devront être fournis en anglais ou en français.

Les documents dont dispose actuellement la Formation d'Enquête sont joints au présent courrier et tous les Règlements de la FIA mentionnés dans la présente notification peuvent être consultés à l'adresse: www.fia.com.

Veuillez noter que, suite à l'examen des documents susmentionnés, vous aurez éventuellement la possibilité d'être entendu(e), auquel cas une *Invitation à Comparaitre* devant la Formation d'Enquête saisie de l'affaire vous sera envoyée.

4. Rapport

En application de l'article 18 des Statuts de la FIA et de l'article 5.4 du Code, le Comité d'Éthique soumettra son rapport écrit au Président de la FIA, lequel pourra décider de prendre toute autre mesure ; en outre, une copie du rapport vous sera envoyée ainsi qu'aux membres du Sénat de la FIA pour information.

Nous vous saurions gré de bien vouloir accuser réception de la présente notification et restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Au nom du Comité d'Éthique de la FIA

[...]

Président de la Formation d'Enquête

Pièces jointes :

- [dossier]



1 / QUESTIONS FREQUENTES

QU'EST-CE QU'UN CONFLIT D'INTERETS ?

QUELLES SONT MES OBLIGATIONS ?

QUI DOIT COMPLETER ET SOUMETTRE LE FORMULAIRE DE DECLARATION D'INTERETS ?

ET SI JE NE TIENS PAS COMPTE DE CETTE OBLIGATION ?

QUELLES SONT LES EVENTUELLES CONSEQUENCES D'UNE VIOLATION DU CODE D'ÉTHIQUE DE LA FIA ?

POURQUOI CETTE DECLARATION EST-ELLE SI IMPORTANTE ?

QUEL(S) INTERET(S) DOIS-JE DECLARER ?

QUAND DOIS-JE METTRE MON FORMULAIRE A JOUR ?

A QUI PUIS-JE FAIRE APPEL EN CAS DE DIFFICULTES TECHNIQUES ?

QUE DEVIENT MON FORMULAIRE UNE FOIS COMPLETE ?

QUI A ACCES A MES DONNEES ?

CE SYSTÈME ELECTRONIQUE EST-IL SUR ?

2 / GUIDE D'UTILISATION

ETAPES

INFORMATIONS GENERALES

DISPOSITION

FONCTION AU SEIN DE LA FIA

VEUILLEZ DONNER LES DETAILS DE TOUT INTERET SUSCEPTIBLE DE VOUS EMPECHER D'ACCOMPLIR VOS OBLIGATIONS ENVERS LA FIA AVEC INTEGRITE

DECLARATION

Formulaire de déclaration d'intérêts

1/ QUESTIONS FREQUENTES

QU'EST-CE QU'UN CONFLIT D'INTERETS ?

Il y a conflit d'intérêts lorsqu'un membre des organes électifs de la FIA, un employé de la FIA, un consultant de la FIA ou un officiel de la FIA a, ou semble avoir, des intérêts financiers ou personnels susceptibles de l'empêcher d'accomplir ses obligations avec intégrité, indépendance et diligence. Par intérêt financier ou personnel on entend notamment le fait de retirer un avantage pour soi-même, sa famille proche, ou pour toute personne avec laquelle on entretient d'étroites relations professionnelles ou privées.

QUELLES SONT MES OBLIGATIONS ?

1. Vous devez **AUTO-EVALUER** tous vos intérêts personnels, familiaux et professionnels et identifier ceux qui entrent en conflit ou ne sont pas conciliables avec vos obligations envers la FIA.
2. Si vous êtes invité à le faire, **COMPLETEZ** et **SOUMETTEZ** votre Formulaire annuel de Déclaration d'Intérêts.
3. Vous devez **VOUS ABSTENIR** d'accomplir votre mission dans des situations ou des domaines impliquant un conflit d'intérêts réel ou potentiel.

QUI DOIT COMPLETER ET SOUMETTRE LE FORMULAIRE DE DECLARATION D'INTERETS ?

Conformément à l'article 2.2.4 du Code d'Éthique de la FIA, les personnes suivantes doivent soumettre **CHAQUE ANNEE** un **FORMULAIRE DE DECLARATION D'INTERETS** mis à jour :

1. Membres des organes électifs de la FIA spécifiés dans l'Annexe ci-après
2. Employés de la FIA
3. Consultants de la FIA
4. Officiels de la FIA désignés pour un Championnat de la FIA (commissaires sportifs, directeur d'épreuve, directeur de course, commissaires techniques, délégués techniques et secrétaire de l'épreuve)

ET SI JE NE TIENS PAS COMPTE DE CETTE OBLIGATION ?

Le défaut de fournir un Formulaire de Déclaration d'Intérêts complet et exact peut (i) porter atteinte à votre capacité d'exercer vos fonctions au sein de la FIA et (ii) constituer une violation du Code d'Éthique de la FIA.

QUELLES SONT LES EVENTUELLES CONSEQUENCES D'UNE VIOLATION DU CODE D'ÉTHIQUE DE LA FIA ?

Une violation du Code d'Éthique de la FIA peut entraîner l'engagement d'une procédure disciplinaire devant le Tribunal International de la FIA.

POURQUOI CETTE DÉCLARATION EST-ELLE SI IMPORTANTE ?

Des conflits d'intérêts non déclarés ou mal gérés sont préjudiciables à votre réputation et, par conséquent, à la réputation de la FIA.

De plus, toute décision prise en situation de conflit d'intérêts est une décision précaire car elle peut être contestée ou faire l'objet d'un recours et être ainsi rendue inopérante.

QUEL(S) INTERET(S) DOIS-JE DECLARER ?

Toute relation ou question qui pourrait affecter, ou être perçue comme affectant, votre indépendance dans l'exercice de vos obligations envers la FIA. En cas de doute quant à la nature d'un intérêt, veuillez le déclarer sur le formulaire, étant précisé que la non-déclaration d'un intérêt constitue une violation du Code d'Éthique alors qu'il n'y a aucune conséquence en cas de déclaration d'un intérêt qui n'en est en réalité pas un. Veuillez noter que le Secrétariat du Comité d'Éthique n'est pas habilité à fournir des conseils quant aux intérêts à déclarer.

QUAND DOIS-JE METTRE MON FORMULAIRE A JOUR ?

Les Parties de la FIA ont l'**obligation permanente d'actualiser** leur formulaire chaque fois que leur situation change. A l'aide de votre login et de votre mot de passe, reconnectez-vous à votre formulaire puis cliquez sur le bouton

« **Renouvellement avec mise à jour** » (voir ci-dessous). Le défaut d'actualiser ces informations dans les meilleurs délais ou de fournir des informations complètes constitue **une violation du Code d'Éthique de la FIA**.

A QUI PUIS-JE FAIRE APPEL EN CAS DE DIFFICULTES TECHNIQUES ?

N'hésitez pas à contacter le helpdesk : helpdesk@fia.com.

QUE DEVIENT MON FORMULAIRE UNE FOIS COMPLETE ?

La FIA a donné son accord pour établir et maintenir un Registre des Intérêts pour toutes les Parties de la FIA. Le Département Juridique de la FIA est responsable du maintien du Registre pour les besoins du Code/Comité d'Éthique de la FIA. Le Registre complété sera conservé pendant une durée limitée par le Responsable Conformité (agissant en qualité de Secrétariat du Comité d'Éthique). **Le Formulaire de Déclaration d'Intérêts de la FIA ne saurait se substituer à toute déclaration d'intérêts lors de réunions.**

QUI A ACCES A MES DONNEES ?

Les 6 membres du Comité d'Éthique et le Responsable Conformité (en sa qualité de Secrétariat du Comité d'Éthique) uniquement. Bien entendu, vous-même pouvez accéder à vos données et les modifier à tout moment.

CE SYSTÈME ELECTRONIQUE EST-IL SUR ?

Afin de protéger vos données, le système utilisé par la FIA est hautement sécurisé et cloisonné.

2/ GUIDE D'UTILISATION

Veuillez vous rendre à la page : <https://disclosureform.fia.com>

ETAPE 1: IDENTIFIEZ-VOUS

- **Pour obtenir un mot de passe** : créez votre profil en cliquant sur le premier lien proposé.
 - un 1^{er} email contenant un **lien à activer** vous est envoyé dans les 5 minutes.
 - un 2nd email contenant **le login et le mot de passe** vous est ensuite transmis, également dans les 5 mn.

Votre " user name " correspond généralement à votre adresse email.

Si vous avez déjà accédé à une plateforme sécurisée FIA (ex. partie privée du site internet de la FIA), il s'agit du même compte. Si vous êtes un employé de la FIA, le compte est identique à celui utilisé pour Intranet.

- **Mot de passe oublié** : cliquez sur le second lien. **Important** : votre adresse email et votre mot de passe sont indissociables ! Conservez précieusement ce dernier.

ETAPE 2: OUVREZ UN FORMULAIRE

- Vous complétez un formulaire pour la première fois, cliquez sur "**Nouvelle déclaration**"
- Vous souhaitez confirmer que votre formulaire est toujours valable, cliquez sur "**Renouvellement sans mise à jour**"
- Vous souhaitez mettre à jour votre formulaire, cliquez sur "**Renouvellement avec mise à jour**"

Nouvelle déclaration

Renouvellement sans mise à jour

Renouvellement avec mise à jour

ETAPE 3: COMPLÉTEZ VOTRE FORMULAIRE

Sélectionnez la langue de votre choix à tout moment (français ou anglais).

Si vous êtes interrompu, enregistrez un brouillon pour conserver les champs déjà renseignés.

Tous les champs apparaissant en rouge ou suivis d'un astérisque sont obligatoires.

INFORMATIONS GENERALES

L'adresse e-mail que vous indiquerez dans cette section est celle qui sera utilisée par le Comité d'Éthique le cas échéant. Dans votre intérêt, choisissez une adresse e-mail correspondant à une messagerie que vous seul pouvez consulter.

DISPOSITION

N'oubliez pas de confirmer que vous avez pris connaissance de l'article 2.2 du Code d'Éthique en cochant. Le Code d'Éthique est disponible dans son intégralité sur www.fia.com.

FONCTION AU SEIN DE LA FIA

Sélectionnez, dans chaque menu, la réponse qui décrit le mieux votre rôle au sein de la FIA. Si nécessaire, vous pouvez ajouter plusieurs entités en cliquant sur « + ».

VEUILLEZ DONNER LES DETAILS DE TOUT INTERET SUSCEPTIBLE DE VOUS EMPECHER D'ACCOMPLIR VOS OBLIGATIONS ENVERS LA FIA AVEC INTEGRITE

Si vous n'avez aucun intérêt à déclarer, cochez la case prévue à cet effet.

Dans le cas contraire, complétez les champs.

Si vous avez plusieurs intérêts à déclarer, faites apparaître une ligne supplémentaire en cliquant sur " + ".

DECLARATION

Avant de terminer, cochez chacune des trois cases après avoir pris connaissance des déclarations correspondantes.

Une fois terminé, cliquez sur « Valider ». Une confirmation va vous être envoyée par e-mail. Pour obtenir une copie, exportez au préalable votre formulaire en format PDF.

Le Comité d'Éthique de la FIA ne vous contactera que si des informations supplémentaires lui sont nécessaires.

N'oubliez pas de mettre à jour votre formulaire chaque fois que votre situation change, à l'aide du bouton « **Renouvellement avec mise à jour** ».

Merci.

ANNEXE

Vous êtes soumis à l'obligation de déclarer vos intérêts sur la page <https://disclosureform.fia.com> si :

1. vous êtes un employé de la FIA
2. vous êtes un consultant de la FIA
3. vous êtes un officiel de la FIA désigné pour un Championnat de la FIA
4. vous occupez l'une des fonctions indiquées dans le tableau ci-dessous

Si vous êtes membres d'un des organes de la FIA ci-après (par ordre alphabétique) :

- Comité d'Audit
- Comité d'Éthique
- Comité des Nominations (CN)
- Comité des Programmes de la FIA Mobilité (ProCom)
- Comité Disciplinaire Antidopage (CDA)
- Comité pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques (CAUT)
- Conseil Mondial de la Mobilité Automobile et du Tourisme (CMMAT)
- Conseil Mondial du Sport Automobile (CMSA)
- Cour d'Appel Internationale (CAI)
- Sénat
- Sport Funding Review Commission
- Tribunal International (TI)

Si vous êtes Président ou Vice-président de tout autre organe de la FIA (liste non exhaustive ci-dessous, donnée à titre indicatif) :

- Action for Environment Task Force
- ASN Development Task Force
- Club des Membres Fondateurs
- Commission de Formule Un
- Commission de la Sécurité
- Commission des Championnats à Énergie Nouvelle et Électrique
- Commission des Circuits
- Commission des Constructeurs (et son Comité Sportif)
- Commission des Courses de Camions
- Commission des Courses de Côte

- Commission des Dragsters
- Commission des Epreuves sur Route
- Commission des Pilotes
- Commission des Rallyes
- Commission des Rallyes Tout-Terrain
- Commission des Records de Vitesse sur Terre
- Commission des Voitures de Grand Tourisme
- Commission des Voitures de Tourisme
- Commission des Volontaires et des Officiels
- Commission du Championnat du Monde des Rallyes (WRC)
- Commission du Sport Automobile Historique
- Commission Endurance
- Commission Environnement et Développement durable
- Commission Femmes dans le Sport Automobile
- Commission Handicap et Accessibilité
- Commission Historique Internationale (CHI)
- Commission Internationale de Karting (CIK)
- Commission Médicale
- Commission Monoplace
- Commission Off-Road
- Commission Politique de la FIA Mobilité (MPC)
- Commission Réglementation Homologation
- Commission Services de la FIA Mobilité (MSC)
- Conseil des Douanes AIT/FIA (CC)
- Groupe de Stratégie Formule Un
- Région I (Mobilité Automobile et Tourisme)
- Région II (Mobilité Automobile et Tourisme)
- Région III (Mobilité Automobile et Tourisme)
- Région IV (Mobilité Automobile et Tourisme)



FEDERATION INTERNATIONALE DE L'AUTOMOBILE

Comité d'éthique de la FIA
Formulaire de déclaration d'intérêts

No.	DEC.2018.3504	Année	2018	Statut	Brouillon	Nom	
-----	---------------	-------	------	--------	-----------	-----	--

INFORMATIONS GENERALES

Titre	-	Prénom		Nom	
Email		Pays		Langue	English

DISPOSITION

L'article 2.2 du Code d'Ethique de la FIA prévoit :

« 2.2.1 Les Parties et Tierces Parties de la FIA veilleront à éviter tout conflit d'intérêts. Il y a conflit d'intérêts lorsqu'une Partie ou Tierce Partie de la FIA a ou semble avoir des intérêts financiers ou personnels susceptibles de l'empêcher d'accomplir ses obligations avec intégrité, indépendance et diligence.

2.2.1.a Par intérêt financier ou personnel on entend notamment le fait de retirer un avantage pour soi-même, sa famille proche, ou pour toute personne avec laquelle on entretient d'étroites relations professionnelles ou privées. (...).

2.2.2 Les Parties et Tierces Parties de la FIA ne peuvent pas accomplir leurs tâches si elles sont en situation potentielle ou avérée de conflit d'intérêts. Dans un tel cas, le conflit d'intérêts devrait être immédiatement révélé et notifié par écrit à l'organisation pour laquelle la Partie ou Tierce Partie de la FIA accomplit sa mission. (...). »

Veillez noter que les "Parties de la FIA" sont définies dans les Statuts de la FIA et le Code d'Ethique comme suit : « La FIA et chacun de ses Membres, l'Administration de la FIA (employés), les officiels et délégués désignés par la FIA dans ses Championnats, les consultants de la FIA et toute personne ou organisation appartenant à quelque titre officiel que ce soit à la FIA ou à l'un de ses Membres. »

☒ **J'accepte et déclare avoir lu et compris l'article 2.2 du Code d'Ethique de la FIA**

FONCTION AU SEIN DE LA FIA

	Entité	Fonction	Date de désignation	Club Membre FIA/Organisation qui a soumis ma candidature ou à laquelle j'appartiens
#1			01.01.2000	

VEUILLEZ DONNER LES DÉTAILS DE TOUT INTÉRÊT SUSCEPTIBLE DE VOUS EMPÊCHER D'ACCOMPLIR VOS OBLIGATIONS ENVERS LA FIA AVEC INTÉGRITÉ

	Détail des Intérêts	Date à compter de laquelle l'intérêt a commencé	Date à laquelle l'intérêt a cessé	Toute information supplémentaire jugée pertinente	Statut
#1		01.01.2000			

DETAILS SUPPLEMENTAIRES

Existe-t-il d'autres relations ou questions non déclarées-ci-dessus qui pourraient être perçues comme affectant votre indépendance dans l'exercice de vos obligations envers la FIA ?

Non

DECLARATION

☐ **J'accepte et je déclare avoir lu et compris** le Code d'Ethique de la FIA disponible à la page www.fia.com et certifie que les informations fournies plus haut sont, à ma connaissance, complètes, exactes et reflètent pleinement tout conflit d'intérêt existant ou potentiel tel que défini à l'article 2.2 du Code.

☐ **Je comprends également** que j'ai la responsabilité d'actualiser les informations ci-dessus aussi souvent que nécessaire, dans l'éventualité où ma situation change, et de fournir au Comité d'Ethique de la FIA toute information que ce dernier pourrait demander et que tout défaut de déclarer, d'actualiser ces informations dans les meilleurs délais ou de fournir des informations complètes et exactes constitue une violation au Code d'Ethique de la FIA et peut conduire à des actions menées à mon encontre.

☐ **Je comprends aussi** que ce formulaire de déclaration ne saurait se substituer à toute déclaration d'intérêts lors de réunions.

PROTECTION DES DONNEES

Les informations figurant sur ce formulaire sont obligatoires. Ces données font l'objet d'un traitement afin de permettre aux Parties de la FIA, dans le cas où la mission est accomplie pour la FIA, de déclarer tout intérêt privé ou professionnel susceptible de l'empêcher d'accomplir ses obligations avec intégrité, indépendance et détermination. Les destinataires de ces données sont le Comité d'Ethique de la FIA et le Responsable Conformité de la FIA.

Conformément à la réglementation sur la protection des données, vous avez le droit d'accéder à vos données personnelles et de les modifier. Si vous souhaitez faire exercer ce droit et obtenir les informations vous concernant, veuillez prendre contact avec le Conseiller à la Protection des Données de la FIA, dpo@fia.com.





Recommandations pour l'organisation d'élections impartiales

RECOMMANDATIONS POUR L'ORGANISATION D'ÉLECTIONS IMPARTIALES

En complément de ce qui a déjà été publié sur le site Internet de la FIA et dans les Lignes directrices relatives aux élections, le Comité d'Éthique recommande, afin de contribuer à l'organisation d'élections impartiales, libres et équitables au sein de la FIA, de respecter les principes énoncés ci-après :

- 1.** Les Parties de la FIA, ainsi que les personnes susceptibles de devenir des Parties de la FIA, devraient observer en toutes circonstances les normes les plus élevées en matière de comportement éthique ;
- 2.** Les Parties de la FIA devraient veiller à ce que leurs intérêts personnels n'interfèrent pas dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;
- 3.** Toutes les Parties de la FIA, ainsi que les personnes susceptibles de devenir des Parties de la FIA, devraient veiller avec une attention particulière à l'intégrité de tout processus électoral de la FIA ;
- 4.** Toutes les Parties de la FIA, ainsi que les personnes susceptibles de devenir des Parties de la FIA, devraient prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'indépendance des officiels élus de la FIA et de l'Administration de la FIA pour toutes les questions relatives aux élections de la FIA ;
- 5.** L'Administration de la FIA devrait agir avec neutralité à l'égard de toutes les questions relatives à tout processus électoral au sein de la FIA ;
- 6.** Tous les Membres de la FIA devraient suivre leurs propres processus internes avant de décider de voter pour un candidat.





FIA.COM

8 Place de la Concorde
75008, Paris, France
T +33 (0)143 12 44 55
F +33 (0)143 12 44 66

2 Chemin du Blandonnet
1215 Geneva 15, Switzerland
T +41 22 544 45 00
F +41 22 544 45 50